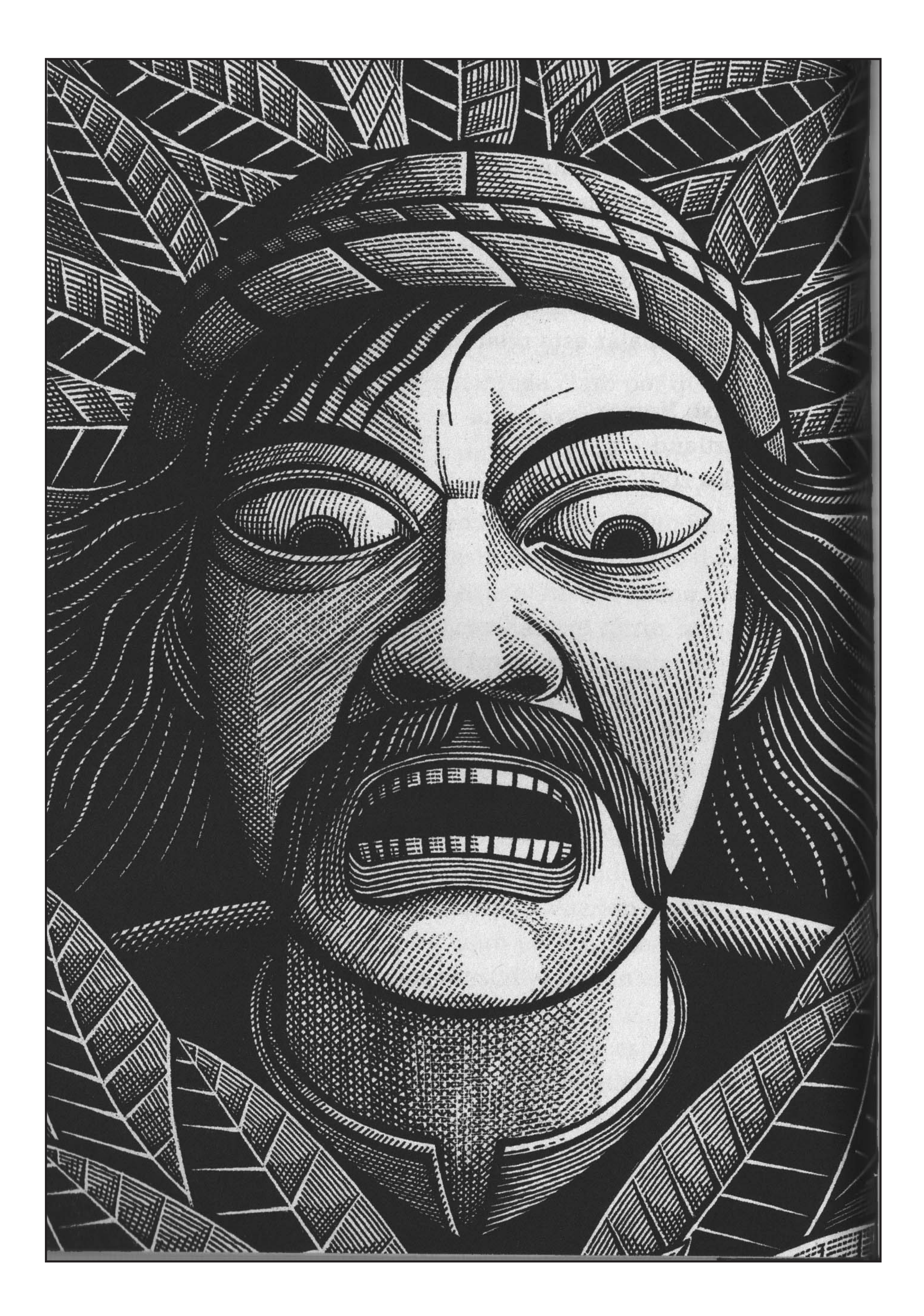
TOUT DOIT PARTIR

Avril 2008 #0

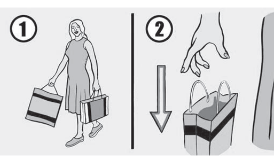
LIQUIDATION TOTALE DE CE QUI NOUS DETRUIT



DEPECHE TOI D'ATTAQUER LE CAPITAL AVANT QU'UNE NOUVELLE IDEOLOGIE NE LE RENDE A NOUVEAU SACRE

TOUT DOIT PARTIR ?








Parce que malgré le vernis démocratique et la complaisance adoptée par la majorité face à un système qui *«pourrait être pire»*, nous sommes réduits à des vies de misère. Une misère qui n'est pas seulement financière, mais aussi affective, relationnelle,... Une pauvreté en terme de temps, d'autonomie, de savoirs, de plaisirs, d'imagination, d'épanouissement ; bref, en terme de prises réelles sur nos vies.

Se lever (tôt) pour aller s'enfermer un stock d'heures dans une activité abrutissante afin de gagner cette thune nécessaire à notre survie. Pouvoir ensuite aller cueillir de la bouffe industrielle dans les rayons des supermarchés sous l'oeil des caméras et des vigiles. Se laisser encoder par nos cartes de "fidélités", nos cartes bancaires, nos appels téléphoniques,... Apprendre déjà sur les bancs de l'école à la fermer et à nier nos désirs face à nos profs comme nous le ferons plus tard face aux patrons, aux contrôleurs de l'onem, aux flics, aux spécialistes, aux juges,... Etre tellement isolés de ses voisins, qu'on en arrive à nécessiter des espaces virtuels pour "se rencontrer". Ne tellement plus savoir écouter nos envies qu'on se retrouve à passer le week-end au centre commercial. Voilà ce que le capitalisme nous laisse comme "liberté-s" et en plus nous devrions nous en satisfaire.

Alors oui, tout doit partir !

Une autre vie est imaginable, mais pour cela il nous faut détruire le système qui nous enferme aujourd'hui. Pas le réformer, le détruire. Il ne s'agit pas d'amménager notre misère à coup de politique participative, de développement industriel durable, de capitalisme équitable, de prisons humaines, de réduction du temps de travail, ni en ajoutant encore quelques produits à la liste des consommables.

Tout doit partir, parce que même sans loyer, sans travail ou à la campagne , nouscontinuons à subir la pression d'un monde qui nous domine.



centres fermés :

Taules :

Soutien :

Tout doit partir n'a pas de prix. Il sera tantôt gratuit, tantôt à prix libre ou encore à prix fixe (mais jamais plus de 2 euros). Cela non seulement parce que pratiquement ça serait trop compliqué de suivre les pérégrinations d'un journal qui justement doit circuler, mais aussi parce que ce rapport de "donnant-donnant" nous emmerde profondément.

Parce que nous préférerions que les gens estiment si ce journal doit exister ou pas et que de là, ils amènent leur soutien selon leurs moyens et comme bon leur semble.
De notre côté, on se débrouille pour que ça coûte le moins cher possible, mais y a quand même des frais, alors filez de la thune !





OUI, TOUT !

Parce que s'attaquer à ce système sans vouloir en saper les structures ne pourra jamais nous rendre libres.

Et ces élans de destruction, loin d'être une rhétorique des lendemains qui chantent, sont déjà perceptibles aujourd'hui en certains points. Un peu partout, des personnes s'attèlent à attaquer ce système d'exploitation et de domination.

Ce journal, nous l'avons mis sur pied pour diffuser cette révolte en compilant quelques méfaits de la guerre sociale en cours. Non pas par goût du spectacle ou par excitation porno-émeutière (ce qui aurait plutôt tendance à nous mettre à distance de ces faits et à nous satisfaire que d'autres se meuvent déjà pour nous), mais plutôt pour en visibiliser l'existence. Pour répandre des pratiques et des idées desquelles nous pouvons nous sentir proches. Pour faire état d'un désordre, là où plus rien ne semblait devoir arriver. Pour montrer que de tels actes sont possibles, ici et maintenant, sans attendre le soulèvement du peuple ou le grand soir.

Ces actes ne sont pas le monopole de militants ou autres activistes révolutionnaires. L'insatisfaction quotidienne face à une vie de merde est assez répandue dans la société. Les militants ne sont pas des élites éclairées, seules capables de percevoir le paysage oppressif qui nous entoure. Dès lors, il n'est pas étonnant que beaucoup décident de se révolter, sans avoir eu besoin de théoriser leur rage, juste par nécessité, par inadaptabilité. Nous ressentons une certaine forme de solidarité envers tout acte s'attaquant à l'ordre établi, envers toute personne désireuse de s'attaquer à ses chaînes.

Cette solidarité dans les actes, ne nous empêche pas d'avoir nos propres idées. Si nous voulons en finir une fois pour toute avec le vieux monde, c'est dans un appel vers l'auto-organisation, ce qui ne sera réellement possible qu'avec l'anéantissement de toutes formes de hiérarchie, de pouvoir (sur), de domination. Dans une lutte incessante pour la liberté, pas la liberté vendue par le néo-libéralisme, mais celle de disposer de nos vies.

Pour la liquidation de ce qui nous détruit.

Ce qui partira...

Tout doit partir : toutdoitpartir(at)boum.org
La Cavale : www.anarchistblackcross.be/
Basse intensité : http://basseintensite.internetdown.org
Cette semaine : http://cettesemaine.free.fr
www.infokiosques.net (même si tout n'est pas à prendre)

...quand nous n'en aurons plus besoin

Sommaire

Etrangers :

Autres :

chronique de l'agitation autour des centres fermes

Vendredi 29 février : les détenus du centre fermé de Vottem entament une grève de la faim à la base pour dénoncer leurs conditions de détention mais ils élargissent rapidement à la détention elle-même.

Le lundi suivant, dans la nuit, des individus tirent des feux d'artifices devant le centre de Steenokkerzeel. Tout de suite une vingtaine de détenus apparaissent aux fenêtres. Les personnes à l'extérieur les mettent au courant de la grève de la faim à Vottem et partent en leur souhaitant courage. Le lendemain, coincidence ou pas, ils entament une grève de la faim.

Mardi, dans la nuit: feu d'artifice devant le centre de Vottem,“ Solidarité avec les détenus en lutte”, “feu aux camps!”

Mercredi:rassemblement comme chaque mercredi et samedi devant le centre de Vottem. On y apprend que la direction a tenté de casser la grève de la faim à coup de cachots et de transferts. Ont particulièrement été visées les personnes qui parlaient aux fenêtres avec les manifestants. Une quarantaine de sans-papiers continuent malgré tout la grève de la faim.

Samedi: une dizaine de personnes se rendent à Steenokkerzeel pour exprimer leur solidarité. A l'intérieur les détenus ont la rage. Ils insultent les flics postés à l'extérieur et tentent de briser les fenêtres.

Après le départ du rassemblement, des flics anti-émeutes débarquent pour calmer l'agitation à coup de matraques et séparent les hommes des femmes et des enfants. Résultat: une personne à l'hosto , cinq au cachot et cinq menottés.

Dans la nuit du lundi 10 mars, une trentaine d'automates de ventes de la STIB sont sabotés avec de la mousse expansive dans les fentes. Sur chaque automate un autocollant: “La STIB collabore aux contrôle de nos vies et aux rafles. Sabotons la machine à expulser”.

Le dimanche 16 mars, une soixantaine de personnes se rassemblent à Steenokkerzeel. A l'intérieur les détenus ont peur de parler à cause de la répression. Les personnes à l'extérieur sont assez énervées et frappent sur les grilles au cri de “Liberté”.

Samedi 22 mars: **évasion**. Cinq personnes se font la malle du 127bis en sciant à la scie à métal les barreaux. Une personne qui s'est blessée en escaladant la clotûre, est ratrappée par les flics.

Lundi 31 mars: **évasion**. De nouveau cinq personnes se tirent du 127bis. Les flics en ratrappent un.

Premier avril:

Premier avril: **évasion**. 5 personnes se font à nouveau la malle mais l'une d'elles est ratrappée.

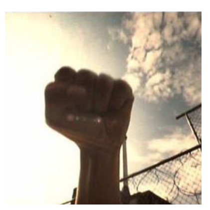
Le 5 avril: évasion ratée. Les quatres personnes qui ont tenté leur chance sont arrêtées.

Contre les rafles et les deportations

C'est arrivé il n'y a pas longtemps. Tu prenais le métro en vitesse et ils étaient là, à la sortie, avec leurs sinistres uniformes. Tout le monde était contrôlé. Certains n'ont pas pu montrer un ticket valide et ont dû donner leurs cartes d'identité. Certains n'avaient même pas de carte d'identité à montrer. Ceux-là, ils ont été séparés, arrêtés et emmenés vers un centre fermé. Un centre de rapatriement, comme ils appellent ça, en fait c'est juste des prisons. Des gens y sont enfermés, privés de leur liberté. On essaie d'y instaurer la peur par la menace d'une déportation. L'Etat démocratique laisse une trace sanglante, aux frontières comme dans nos quartiers.

Ça suffit! Des gens sont traqués et détenus à un rythme effréné. Pourquoi? Parce qu'ils sont nés ailleurs, parce qu'ils essaient de survivre avec les moyens du bord. Parce qu'il est plus facile d'exploiter et de baillonner les gens quand une partie possède des papiers et l'autre n'en a pas. Papiers qui permettent aux détenteurs de pouvoir, aux flics, aux politiciens de nous contrôler, de nous monter l'un contre l'autre et de nous dominer. Ce sont eux qui sont responsables de la misère qu'on doit affronter tous les jours.

Nous ne nous laissons plus humilier, traquer, enfermer... Début mars, les détenus du centre de déportation de Vottem ont entamé une grève de la faim, quelques jours plus tard, les prisonniers du 127bis à Steenokkerzeel ont suivi. Cachot, menaces, passages à tabac, humiliations sont utilisés pour tenter de les briser.



Fini la résignation! Exprimons notre rage contre les rafles et les centres de déportation!

[Tract diffusé sur Bruxelles appelant à un rassemblement contre les rafles]

Au-delà des papiers et de la régularisation

Nous reprenons ci-dessous un texte qui a été diffusé en janvier sur différentes mailing-list de soutien aux sans-papiers. Même si nous ne partageons pas l'idée qu'un simple jeu de négation mentale anéantirait le rôle des papiers dans cette société et l'aliénation à l'Etat, il a le mérite d'être honnête par rapport aux impasses et aux limites des luttes majoritairement portées aujourd'hui autour et avec les sans-papiers. C'est un appel à sortir de la demande au politique, car cela serait encore lui reconnaître un droit de regard sur nos vies, un droit de gestion. Il explique aussi simplement en quoi notre combat n'est pas tellement un combat pour des papiers, mais un combat pour la vie, prenant ainsi place dans une lutte plus globale de destruction de l'Etat et des autres mécanismes d'exploitation.

Belges, Immigrés, on s'en fout ! On ne veut plus de papier du tout !

Bien sûr, j'ai fait partie de collectifs de soutien aux sans-papiers et gueulé en manif «Des papiers pour qui ? Pour tous !»... Bien sûr, j'ai encore pas mal d'amis, sincères, honnêtes et humains dans ces collectifs ... mais faibles et pacifistes, si ce n'est passifistes !

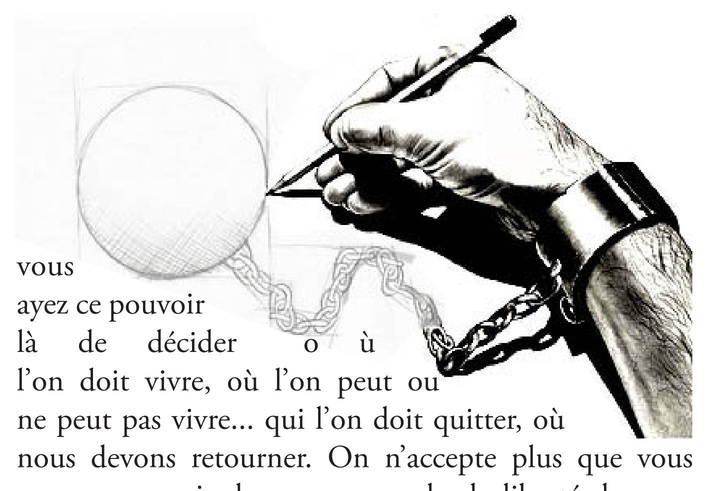
Bien sûr, mes nouvelles méthodes et modes d'actions ne sont pas plus efficaces tant le cri est peu partagé, tant la répression face à l'hébergement de camarades sans-pap est féroce, tant la peur de l'expulsion est chez nous la plus forte... Mais, au moins, ces initiatives m'épargnent l'humiliation et n'entretiennent rien de ce qui me révolte : la course aux papiers en particulier…

« Français, immigrés, on s'en fout ! On veut plus de papier du tout ! » a été un slogan à un moment donné de la lutte… Le moment où les collectifs de soi- disant soutien ont envoyés les immigrés clandestins se faire ficher au bureau du recensement... pour mieux finir en camps de rétention ! C'est un slogan provocateur évidemment, très mal accepté par les collectifs et qui demande quelques explications. C'était une manière de dénoncer le manque de considération que l'on a pour ces personnes et la manière dont on les maintient (ou participe plus ou moins malgré nous à les maintenir) dans une posture d'attente et de dépendance face au pouvoir de l'Etat à délivrer des papiers… ou pas ! La manière dont on accepte donc cette dépendance et ce pouvoir de l'Etat à délivrer des papiers... ou pas !



La manière dont on crée un manque pour mieux faire ramper les gens, «mériter» leur place sur un territoire. La manière dont la carte d'identité ou le permis de séjour sont devenus des sésames sans lesquels on n'existe pas. La manière dont même les collectifs de soutien, en jouant le jeu de la quête aux papiers, aliènent des gens à ce bout de plastique ou de carton ; les aliènent au droit et à la nationalité, en oubliant de les faire exister humainement, individuellement et collectivement et en oubliant de parler de ça, de leur droit à l'existence individuelle et collective, là où ils l'ont choisi, là où ils ont pu fuir souvent aussi, là où nous les avons nous même à la fois attirés et poussés en entretenant largement les inégalités Nord/Sud depuis des siècles… En oubliant de parler de ça aussi, des inégalités Nord/Sud, de géopolitique, de migrations, d'histoire des migrations, de colonisation... bref en séparant les luttes et les réflexions, là où tout ça est lié, intrinsèquement lié !

Ce slogan était une manière de dire «STOP ! On peut se battre éternellement pour untel, puis pour untel, puis untel encore, pour quémander des papiers et implorer la pitié du gouvernement et de l'opinion public ! On peut se mentir éternellement à soi-même en faisant semblant de se satisfaire d'un dossier qui finit bien... et qui finit bien d'ailleurs justement pour qu'on se satisfasse finalement de la faiblesse de notre lutte... Parce que parfois, suffisamment régulièrement pour calmer nos colères, c'est vrai, ça marche ! Mais pour tous ceux pour qui ça ne marche pas, pour tous ceux qui ont été ou vont être renvoyés, pour tous ceux qui ont été ou vont être assassinés à la descente de l'avion, pour toutes les familles enfermées, écartelées, divisées, humiliées, bafouées... pour toutes les vies qu'on réoriente dans des directions beaucoup moins favorables, qu'on renvoie sans ménagement à leur misère, à leur desespoir, à leur camps de réfugiés, à leurs dangers, à leur nouvel exil... nous disons STOP, on ne le fera plus ! On ne rampera plus ! On se fout de votre pouvoir à disposer de l'avenir et de la vie de gens ! Il nous révolte ! Il est inacceptable ! Il est gerbant ! Il est abusif ! Nous refusons d'y participer et donc de l'entretenir ! On ne veut plus que



vous ayez ce pouvoir là de décider où l'on doit vivre, où l'on peut ou ne peut pas vivre... qui l'on doit quitter, où nous devons retourner. On n'accepte plus que vous ayez ce pouvoir de nous reprendre la liberté de nous déplacer et de nous voler la douleur d'avoir dû fuir en la transformant en honte ou en culpabilité ! On ne demandera plus ! On n'attendra plus ! On prendra ! Ou bien mieux, nous nierons ce que vous jugez être une nécessité ou une priorité là où nous nous battons pour bien plus que des papiers... pour la vie ! Et nous lutterons pour ça ! Nous lutterons vraiment à présent... sans négociation ou concession ! Et nous nous organiserons pour ça avec une vraie ferveur populaire et une vraie rage ! Nous avons compris ce que nous sommes pour vous en termes de quotas nécessaires à la bonne marche d'un pays qui ne sera jamais tout à fait le nôtre à vos yeux (*sic!*); en termes d'économie, de force de travail exploitable et pas cher, d'ennemis désignés au sein de votre pays, et de pacification aussi au niveau international... Et nous refusons d'être cela ! Nous rejoindrons les rangs de tous ceux qui déjà chez vous ont refusé la place, les coordonnées, l'abscisse et l'ordonnée, que vous leur aviez attribuées, que vous aviez tenté de leur imposer chaque jour, sur vos sièges de bureau ou d'écoliers, sur vos machines ou vos chaînes d'usine, dans vos métros, au travers de vos journaux, devant vos télés, vos JT à vous mater... et nous entrerons en guerre contre vos méthodes, vos injustices, votre autorité, votre mépris de nos droits (*sic!*) et de notre liberté !»

Ce slogan était aussi une manière de raccrocher ça à d'autres luttes qui font partie de la même logique de surveillance, d'identification et de contrôle des individus (passeports biométriques, multiplication des cartes électroniques et puces nanotech. et RFID à venir détenant des informations sur l'identité de la personne détentrice, cartes de fidélité (sic), de bus, cartes de crédit, de retrait, passes de parking…) et qui sont tout autant en rapport avec cette question du territoire… Toutes ces cartes, comme autant de papiers d'identité, sont capables à présent de dire où, quand et à quelle fréquence chaque individu s'inscrit dans un lieu et la manière dont il le traverse, comment il s'y déplace, où il se trouve… si aussi, il a le droit d'y être ou si sa place est ailleurs, dans un centre de rétention, une prison, un pays en guerre, dans une autre ville, à son RDV ANPE, à son travail… Et c'est notre rapport aux autres et à l'espace qui va s'en trouver bouleversé. Notre liberté d'y circuler aussi.

Il ne faut plus accepter ! Il ne faut plus plier ! Plus ramper ! Car toute cette logique est révoltante et inquiétante aussi, tant les idées fascistes du gouvernement sont en train d'ancrer le racisme, le délire sécuritaire et l'évidence du contrôle social dans la tête des gens !

Alors, Belges, immigrés, avant d'être complètement réifiés, momifiés, de ne plus pouvoir bouger :

«On s'en fout !
On veut plus de papier du tout !»

BREF, du désordre...

<u>01/01 Gand</u> - les vitres de trois banques ont été cassées dans la Brugstraat à Gand. Sur le mur, les phrases "Destroy prison" et "Nouvel An rebelle" ont été laissées.

(Le 1er janvier 2008)

<u>01/01 Gand</u> - "Le VDAB de la Congostraat a déjà reçu les premiers voeux de nouvel an. Des slogans ont été peints sur la façade comme : "Tous les matons au chômage !", "Mutinerie dedans et dehors", "Détruisons la prison". En outre, quelques banques et des entreprises ont eu leurs façades taguées."

<u>01/01 Louvain</u> - L'office de Fedasil est attaqué. Un communiqué sur internet dit: "Centres ouverts centres fermés. On n' oubliera jamais les morts et le temps perdu".

<u>02/01 Bruxelles</u> - Dans la nuit du Nouvel An, à Neder-Over-Heembeek, deux containeurs puis un motor-home flambant neuf sont partis en fumée.

Peu après, des individus tentent de mettre le feu à une école. Quand les pompiers arrivent, ils les insultent et leur jettent des cailloux et des coktails molotovs.

Plus tard encore, cinq voitures ont été brûlées et/ou endommagées

<u>02/01 Bruxelles</u> - Le matin du premier janvier, le feu a été mis aux anciens bâtiments de RTL

<u>02/01 Gand</u> - «Cette nuit des journaux en flammes ont été déposés dans la boîte aux lettres de Lannoo. La lutte continue.»

<u>05/01 Merksplas</u> - Une vingtaine de détenus du centre de rétention à Merksplas se sont mutinés. Ils ont endommagé l'infrastructure du camp. La police a dû intervenir pour rétablir l'ordre. Douze détenus ont été mis en isolement. Selon le directeur, les dégâts sont grands.



France

Fin décembre, des détenus du centre fermé de Mesnil-Amelot (Seine et Marne) font sortir des plaintes à propos de leurs conditions de détention. Quelques jours plus tard, ils entament une grève de la faim qui s'étendra très vite au centre de Vincennes (et par après à d'autres centres en France comme à Nantes et à Palaiseau).
Ils ne veulent pas une "amélioration des conditions de détention", mais la fermeture des centres.
Dans la foulée -et suite aux incursions policières censées calmer le jeu- de nombreux actes de révolte prennent place à l'intérieur des centres : refus de se faire compter, incendies de toilettes, refus de manger et blocage du réfectoire, déchirement des cartes d'identifications internes aux centres, affrontements directs avec la police, incendies de chambres,...
Très vite la solidarité s'organise à l'extérieur. Des correspondances téléphoniques (quotidiennes) sont mises en place, des feux d'artifices sont lancés au-dessus de certains centres, des rassemblements de plus ou moins grosse importance ont lieu de manière régulière (quotidienne à Vincennes) ou plus ponctuelle,... Parfois, l'ambiance s'échauffe entre les manifestants et les chiens de garde de l'Etat : gros pétards, caillasses, pots d'échappement, bouts de bois et cannettes volent à leur encontre. Des fumigènes et des clous tordus sont aussi utilisés à différentes reprises.
Ce qui est sûr c'est que ces gestes ne sont pas vains et nourrissent la détermination des détenus à continuer leur lutte. Les parloirs sauvages improvisés, les slogans criés en choeur de part et d'autre des grillages, les banderoles ou les draps agités aux fenêtres des cellules sont autant d'affronts à l'isolement dans lequel l'Etat aimerait tant confiner les détenus.
Si la répression frappe (cachots, isolement, passages à tabac,...) elle montre aussi ses limites. Incapable d'expulser ou d'interner ceux qu'elle a identifiés comme "meneurs", quatre d'entre eux sont relâchés après avoir été placé en garde à vue.
Malgré une légère accalmie, on ne peut pas vraiment dire que tout soit rentré dans l'ordre dans les centre de rétention français. Aujourd'hui encore la révolte gronde....

LA CHASSE AUX INDESIRABLES RESTE OUVERTE...

(tract diffusé lors de la manif du 2 février au CRA de Vincennes et sur Paris)

Depuis qu'elles rencontrent quelques résistances, les rafles de sans-papiers sont moins visibles, les flics se faisant plus discrets et mobiles. En effet, le déploiement d'uniformes n'est toujours pas accepté partout, et se heurte parfois à la rage et la révolte. Cependant, les contrôles et les ramassages généralisés se poursuivent, notamment dans les gares SNCF, les stations de métro ou RER de banlieue. Régulièrement, ce sont des dizaines de personnes qui se font ainsi embarquer et interner. Au passage, il y a les "bavures" qui n'en sont pas : au cours de la traque, certains, certaines se font directement flinguer : comme Reda Semouni, sans-papier de 30 ans qui, selon les keufs, se serait défenestré le 8 janvier 2008 lors d'une perquisition à son domicile. Un exemple parmi tant d'autres ...

Le chœur des pleureuses citoyennes entonne alors l'habituelle rengaine des droits de l'homme dans notre beau pays démocratique, et les crapules politicardes tentent de redorer leur blason. Ainsi, Delanoë, relayé par les associations de gôche, offre un bel enterrement à Chulan Zhan Liu, morte en septembre dernier en se jetant par la fenêtre pour échapper aux flics. Mais pour eux, pas de problème quand l'exploitation quotidienne est légale, quand les expulsions sont prononcées à « juste titre », quand la police arrête « les délinquants ». Ils continuent à réclamer justice, alors que celle-ci fait très bien son sale boulot, distribuant à la pelle prolongations de rétention, mois de taule, interdictions du territoire et ordonnances d'expulsion. On se rappelle du temps où c'était le PS, avec le PC et les Verts au gouvernement, qui faisait passer les lois racistes et affrétait les charters de sans-papiers...

Malgré la construction incessante de nouvelles taules, ce que les bureaucrates de l'enfermement appellent les C.R.A. (Centres de Rétention Administrative) débordent et explosent. Silence radio des caritatifs. Car cette fois, ceux et celles qu'ils aiment à présenter comme des victimes résignées, se révoltent. Mi-décembre, au Centre du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne), certains se sont mis en grève de la faim, ont refusé de rentrer en cellule, ont fait sortir des communiqués pour protester contre les arrestations, la rétention et les expulsions. Le mouvement a ensuite gagné le Centre de Vincennes, où il n'a cessé de prendre de l'ampleur. Dès début janvier, des prisonniers ont refusé d'être comptés et de rentrer dans leurs chambres aux cris de LIBERTÉ. Et c'est parti en émeutes. Le 23 janvier, deux chambres ont été incendiées, le 25 et le 26 deux autres ont brûlé. **A** chaque fois, bien sûr, pompiers et flics interviennent à l'intérieur, ce qui donne lieu à



des affrontements. Depuis, des détenus ont été mis à l'isolement et les tentatives de suicide se multiplient. Cependant, les quatre personnes qui avaient été placées en garde à vue pour les incendies ont finalement été relâchées et même libérées du Centre – l'un avec deux mois de sursis au- dessus de la tête.

A Vincennes, la tension reste latente. Il y a toujours des grèves de la faim. Le mouvement continue dans d'autres Centres, comme celui de Nantes. Il est essentiel que celles et ceux qui se reconnaissent dans cette révolte contre l'emprisonnement et l'ordre de ce monde, l'étendent et la diffusent aussi par-delà les murs. Des liens ont été faits avec les mutins, des feux d'artifice tirés, et des rassemblements en solidarité ont lieu devant divers centres de rétention, notamment celui de Vincennes. Mais la machine à enfermer et expulser fonctionne aussi grâce à de multiples rouages, dans lesquels il est possible de mettre son grain de sable : contre les collabos qui balancent les sans-papiers au quotidien - dans les administrations, les transports, les banques -, les constructeurs et fournisseurs de taules en tous genres et ceux qui les co-gèrent, les compagnies qui pratiquent les expulsions, les hôtels ou les aéroports qui servent de zones d'attente ... Ce qui dégoûte le cœur, que la main s'y attaque !

Solidarité active avec les mutins !

[Tract distribué dans les rames de métro à Bruxelles et publié sur www.cemab.be]

Rafles de sans papiers dans les transports en communs (métro Louise, Arts-Loi, Rogier, Schuman, gare centrale etc…et à chaque contrôle de ticket), coordinations entre les flics et les contrôleurs sur tout le territoire belge pour attraper des clandestins, descente dans des lieux qu'ils fréquentent (rue de la Victoire, asbl « chez nous »… etc) et même à leur propre domicile.

Bien que ces pratiques existent depuis longtemps, elles sont aujourd'hui justifiées et banalisées par le discours médiatique qui va de la campagne sécuritaire à la lutte anti-terroriste. Rendant ces pratiques à nos yeux de plus en plus fréquentes- ce ne sont plus seulement des interventions nocturnes, on remarque la présence chaque jour plus importante des forces de police dans les transports, les rues, les bars… etc On y assiste directement de manière tangible, palpable, réelle. Elles font partie de notre routine quotidienne.

Nous constatons que le contrôle et ses mesures « sécuritaires » produisent de la peur et de l'isolement.

-Peur, pour les « illégaux », de se voir enfermés dans un des centres fermés qui parsèment le territoire (Vottem, Steenokerzeel, Merksplas, Brugge…) ou d'être expulsés.

Le statut d'« illégal » est celui d'« ennemi social » ce qui justifie le renforcement du contrôle, de la répression et du fichage détaillé des populations.

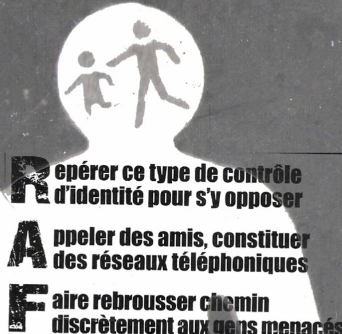
Et si aujourd'hui de grands pans de population se retrouvent complètement démunis, c'est une conséquence du développement capitaliste : avoir à sa disposition une réserve de travailleurs à exploiter dans l'ombre, ces abus dépassant le mensonge démocratique mis en place pour les dissimuler.

-Peur fondée par la propagande sécuritaire et xénophobe pour les citoyens « légaux » de voir leur situation menacée par la présence des travailleurs clandestins, d'immigrés, d'étrangers.

A travers des outils technologiques (caméras, cartes à puces,…) et la création d'emploi (contrôleurs, agents de préventions, policiers,…) c'est tout un marché du travail qui prend son essor sur le principe du contrôle et de la délation.

Ces situations découlent d'une certaine logique.

Même si on ne fait que « passer par là », allons-nous continuer notre chemin sans rien faire ? Ne rien dire ou ne rien faire qu'en parler après coup, c'est continuer à fuir la réalité et à rester passif.



Le contrôle n'est pas un extérieur qui dirige et oriente nos vies à distance : il en rythme la cadence en nous imposant la loi du travail, il détermine notre rapport à l'autre par la loi du commerce, la propagande médiatique et l'éducation ; il nous en train à y participer comme lorsque nous nous taisons face aux rafles.

La neutralité n'existe pas : rendons nous complices dans la révolte contre la machine à expulser !

Côtoyer directement ce qu'on vivait de manière confortable et distante pousse à ne plus fermer les yeux, à devenir humainement et directement solidaires : en s'interposant lors des rafles, en encourageant les gens autour à s'y opposer, en prévenant lors des contrôles, en s'organisant avec d'autres personnes pour cacher des clandestins…en diffusant l'information en prenant des initiatives pour transformer ce rapport de force qui cause notre isolement et notre impuissance.

A LIQUIDER ...

DÉTRUISONS LES MURS ...

et les entreprises qui les construisent !

Le premier mars, le ministre de l'Intérieur Patrick Dewael posera la première pierre du nouveau centre fermé à l'aéroport de Zaventem. Le même mois, la construction d'une nouvelle aile commencera à la prison de Merksplas et les travaux de la nouvelle aile de la prison pour mineurs d'Everberg continuent. Récemment, le gouvernement a promis de construire un nouveau centre fermé spécialement amménagé pour les familles, ainsi qu' une nouvelle prison semi-ouverte dans la région de Wolfstee. Pendant ce temps, on met la dernière main aux quartiers d'isolement de haute sécurité qui orneront les prisons de Bruges et de Lantin, le gouvernement ayant déjà déterminé quels prisonniers récalcitrants pourront inaugurer ces nouvelles oubliettes.

Pour une nouvelle prison psychiatrique à Anvers, une nouvelle prison à Namur et une nouvelle prison pour mineurs en Wallonie, il ne reste pas que à trouver les endroits. Par contre, pour la nouvelle prison psychiatrique à Gand, c'est déjà trouvé. A Termonde également, un terrain de 15 hectares est réservé pour la construction d'une nouvelle prison où 400 personnes de plus seront enfermées.

A chaque fois que les prisonniers se font entendre (pensez aux échauffourées, aux émeutes et aux évasions qui ont eu lieu ces dernières années dans les prisons belges et dans les centres fermés) ou quand une critique se produit ici ou là sur les conditions lamentables dans ces geôles surpeuplées, la réponse du gouvernement consiste à avancer assidûment tous ces plans.

Aujourd'hui, il est clair que ces déclarations de presse ne sont pas que des mots. L'état renforce ses mécanismes d'oppression, dont les prisons et les centres fermés sont une partie cruciale. Il sait très bien que l'ordre existant ne peut pas se passer de ces murs pour se maintenir debout.

Ci-dessous vous trouverez déjà quelques entreprises et institutions qui apportent leur pierre à l'ouvrage…

ABSCIS
(bureau d'architectes qui a dessiné les plans du nouvel établissement psychiatrique de Gand)

A.B.VAESSEN
(participe à la construction de la prison de Hasselt)

AT OSBORNE
(participe à la construction de la nouvelle prison psychiatrique de Gand)

BANQUE DE LA POSTE
(gère les comptes en banque des prisons et centres fermés)

BOONS NV
(participe aux travaux d'agrandissement du centre fermé de Steenokkerzeel)

BORZEE NV
(a participé à la construction de la prison de Hasselt)

BOSSUYT NV
(livre et place des chauffe-eau dans la prison de Termonde)

CARITAS INTERNATIONAL
(encourage les demandeurs d'asile à retourner volontairement au pays et ce à l'aide de primes)

CEGELEC
(livre et place l'infrastructure de communication et de gestion des données à la police fédérale)

DALKIA
(exécute des travaux d'électricité dans différentes prisons)

DECOPUR
(livre des produits textiles à la prison de Bruges)

DELIVA FOODSYSTEMS
(approvisionne le centre fermé de Vottem)

DENYS
(participe aux travaux de rénovation de la prison de Gand)

DERVEAUX
(bureau d'architectes qui a dessiné les plans du nouvel établissement psychiatrique de Gand)

DJGA
(bureau d'architectes qui a dessiné les plans du nouvel établissement psychiatrique de Gand)

E.VOS
(architecte qui a dessiné les plans de la prison de Hasselt)

FABRICOM
(coopère aux travaux de rénovation et à la construction de différentes prisons)

F.DEBUYST
(architecte qui a dessiné les plans de la prison de Hasselt)

FEDASIL
(instance gouvernementale qui gère les centres ouverts)

GEBR THIRE BVBA
(rénove les installations sanitaires dans la prison de Termonde)

GEERS OFFSET
(fait travailler des détenus à la prison de Gand)

GIELEN CONTAINERS
(livre des containers au centre fermé de Steenokkerzeel)

HEIJMANS
(a coopéré à la construction de la prison de Hasselt)

HORESERVI
(approvisionne le centre fermé de Merksplas)

HOVOGRA PRINTING
(fait travailler des détenus à la prison de Gand)

HUGIES BVBA
(gère la coordination de la sécurité pour la construction d'un nouveau hall d'entrée dans le centre fermé de Bruges)

IBW
(fait travailler des détenus à la prison de Gand)

INGENIUM
(bureau d'ingénieurs qui a dessiné les plans de la nouvelle prison psychiatrique de Gand)

INVENTEC NV
(place les installations de chauffage et les tuyaux d'écoulement dans la prison de Oudenaerde)

ISS CLEANING
(gère le nettoyage des centres fermés de Merksplas et de Vottem)

J. GHEYLE
(a dessiné les plans du nouveau hall d'entrée du centre fermé de Bruges)

LANNOO DRUKKERIJ
(fait travailler des détenus à la prison de Gand)

MAGEC NV
(a participé à la construction de la prison de Hasselt)

NEXTIRAONE
(livre et place l'infrastructure de communication et de gestion des données à la police fédérale)

NILFISK ADVANCE
(effectue des travaux d'électricité dans le centre fermé de Vottem)

RÉGIE DES BÂTIMENTS
(institution gouvernementale qui finance la construction des centres fermés et des prisons)

REVOGAN
(approvisionne la prison de Bruges)

LA CROIX ROUGE
(cogère les centres ouverts)

SALUBRIS
De Bruycker-Van Lierop
(livre des produits de nettoyage au centre fermé de Bruges)

SEGAF
(livre les grillages de différentes prisons et centres fermés)

SODEXHO CATERING
(approvisionne les centres ouverts)

S-PLUS
(fait travailler des détenus à la prison de Gand)

STIB/MIVB, TEC, DE LIJN, NMBS et SNCF
(aident aux rafles dans les transports en commun)

SWINNEN NV
(renouvelle l'entrée et effectue des travaux de sécurité dans la prison de Turnhout)

Université de Gand & Haute École de Gand
(font faire des stages dans des prisons et font des études à la demande de la direction de la prison de Gand)

VAN DEN BERG NV
(a participé à la construction de la prison de Hasselt)

VAN DEN BRIELE NV
(a participé à la construction de la prison de Hasselt)

VDAB
(participe aux programmes de réintégration au moins dans toute la Flandre)

VERHAEGHE NV
(participe à la construction du nouveau hall d'entrée dans le centre fermé de Bruges)

VMG DE COCK
(place des douches dans la prison de Termonde)

WALTER HAEST
(livre les grillages du centre fermé de Merksplas)

[tract publié sur www.cemab.be]

UN MOUVEMENT QUI OUBLIE ? Le retour d'Anja Hermans

UN MOUVEMENT QUI OUBLIE cesse vite d'être un mouvement. Non seulement, parce qu'il se coupe de tous ceux qui ont lutté avant lui, mais aussi parce qu'il s'empêche d'apprendre des expériences du passé. Malheureusement, cela ne vaut pas uniquement pour les expériences de lutte, mais aussi pour les cas douloureux de désolidarisation lorsque des camarades sont arrêtés ou de trahison pour sauver sa peau. C'est pour cela qu'il nous a semblé important de mettre les points sur les « i ».

IL Y A QUELQUES ANNÉES, deux personnes, Anja Hermans et Geert Waegemans, furent condamnées à plusieurs années de prison pour différents incendies revendiqués au nom de l'ALF (Front de Libération Animale) et ayant pour cible l'industrie de la viande. En parallèle, l'appareil répressif s'était mis en route : bon nombre de perquisitions, de filatures, d'interrogatoires etc. en furent les conséquences. Deux flics s'étaient même déguisés en squateurs pendant un bon bout de temps et avait infiltré le petit groupe qui tournait autour de l'ALF. Ils furent vite démasqués et malgré leur travail d'enquête intensif, ils n'avaient regroupé que de piètres preuves.

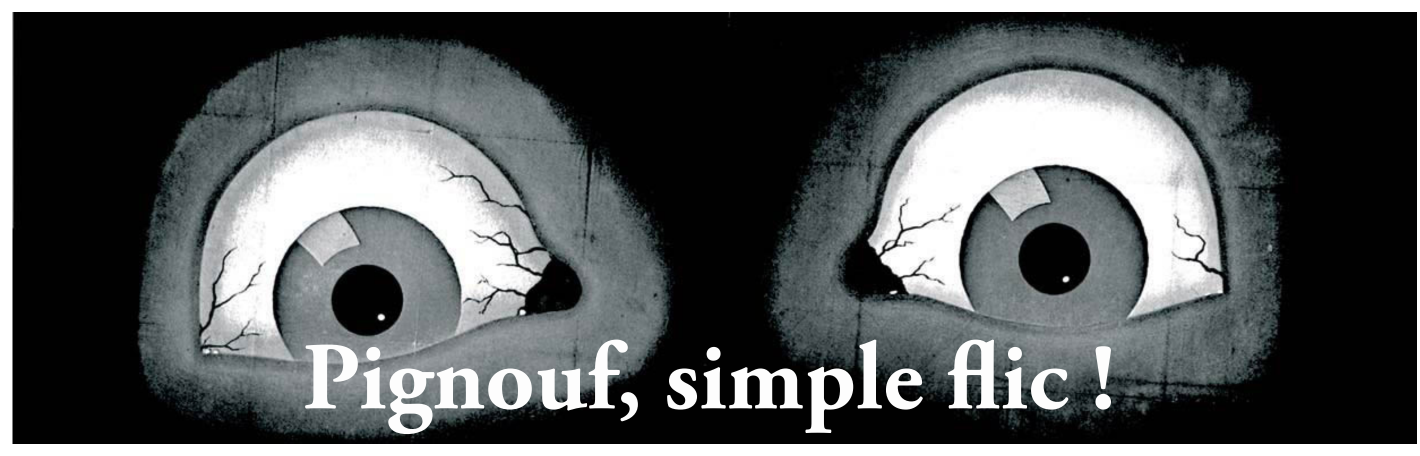
MAIS LE COUP FUT DONNÉ, du moins en partie, depuis l'intérieur du mouvement. Après les condamnations, il est vite apparu qu'Anja Hermans donnait déjà des informations à la police avant même d'avoir été arrêtée. Par exemple, elle les avait renseigné à l'avance de l'incendie contre l'abattoir Damar à Temse. Mais, les agents de police qui surveillaient les lieux cette nuit là étaient restés endormis alors que les flammes sortaient du toit. Après que les deux personnes aient été arrêtées, Hermans a déclaré à un moment crucial de l'enquête, via la presse, que Geert la battait et qu'il était alcoolique, donnant ainsi aux enquêteurs les armes psychologiques pour le briser.

IL Y A QUELQUES MOIS, un livre écrit à partir d'entretiens avec Anja Hermans et dans lequel elle donne sa version des faits est paru sous le titre "Van idealiste tot terroriste en terug" ("De l'idéaliste à la terroriste et inversément"). Non seulement, elle essaye de se mettre en avant en diffusant encore plus de détails sur d'autres personnes, mais en plus son livre est un long récit de désolidarisation envers tout ce que représente le mouvement anti-autoritaire. En faisant cela, elle collabore indirectement avec la répression, alors que la seule chose qui lui resterait à faire serait de la fermer et de ne plus se montrer dans le mouvement. Pour accompagner la parution de son livre, elle a donné plusieurs interviews à la presse. Dans celles-ci, elle montre du doigt différents groupes de jeunes qui *« pourraient bien suivre le même chemin qu'elle »*. Tout comme elle l'avait déjà fait quelques mois auparavant, alors qu'elle avait à nouveau des problèmes avec la justice, à l'aide d'une lettre ouverte où elle pointait Geert du doigt. Elle y disait que la justice ferait mieux de s'occuper de *« ceux qui n'éprouvent pas de regrets et qui n'ont pas changé d'idées »*.

HERMANS NE VEUT PAS UNIQUEMENT attirer l'attention de la presse et de la société sur sa personne, elle essaye par dessus tout de reprendre contact avec le "mouvement". C'est ainsi qu'elle fut accueillie les bras ouverts par différents groupes « Dissent ! » où elle donna, comble du comble, un atelier d'informations légales en préparation du contre-sommet anti G8 en Allemagne, et tout ça dans les bâtiments du Centre Anarchiste « 't Assez » de Gand. Par ailleurs, elle utilise tranquillement son appareil photo pour traîner autour des manifestations. Photos qu'elle publie sous le nom de « fototrekster » (photographe).

SOYONS CLAIRS, avec ce texte nous ne voulons entamer de discussion ni avec Anja Hermans ni avec ceux qui trouvent que tout cela n'est pas si grave. Nous voulons encore moins en faire l'« ennemi numéro 1 » à propos duquel tout le monde aurait son mot à dire. A travers ce texte, nous espérons que chacun aura les informations nécesaires pour en tirer ses propres conclusions – informations restées floues pendant trop longtemps. Par ailleurs, la question de savoir si Hermans a changé ne nous vient pas à l'esprit, celle de savoir si elle regrette sa trahison non plus. Elle a eu assez de chances pour pouvoir éventuellement en discuter. Elle a choisi envers et contre tout de donner des interviews de désolidarisation, de remercier la justice et la prison pour l'avoir aidée à voir ses erreurs, de faire paraître un livre dans lequel elle donne des détails sur d'autres personnes,… Etant donné ses actes du passé et ses idées purement social-démocrates d'aujourd'hui, nous pensons qu'il n'y a plus de place pour elle à l'intérieur du mouvement anti-autoritaire. D'autant plus qu'elle crie sur tous les toits que sa « mission » maintenant est d'éloigner les jeunes du mauvais chemin, il est clair qu'elle n'est rien d'autre qu'un maillon de la répression préventive

SI L'ON PARLE DE SÉCURITÉ et de confiance à l'intérieur d'un mouvement qui n'oublie pas ses ennemis, alors nous pensons que tout commence avec le partage d'affinités. Cela veut dire, le partage d'idées qui sont fondamentales pour nous. La meilleure garantie contre les infiltrés où les balances est de se connaître les uns les autres et d'avoir beaucoup de discussion à propos des idées pour lesquelles nous nous battons.



Pignouf, simple flic !

Quiconque décide d'en finir avec la domination et la soumission s'expose à des risques lourds. On n'entreprend pas sans danger de sortir de la légalité pour s'attaquer aux rouages de la machine à exploiter. La répression possède les moyens les plus sophistiqués pour nous traquer, nous faire taire ou nous faire parler, c'est selon.
A l'époque des empreintes digitales, de l'ADN, de la biométrie, de la traçabilité et de la vidéosurveillance généralisée,… il s'agit de prendre ses précautions pour ne laisser aucune trace derrière soi. Les récentes déclarations de guerre lancées par l'Etat sont là pour nous le rappeler. En France, l'Etat agite la menace d'une resurgence « anarcho-autonome » après celle du terrorisme pour justifier le renforcement de ses outils répressifs et pour casser toute subversion. En Belgique, l'Etat ressort sa cellule anti-terroriste pour enquêter sur les dernières actions de l'ALF. Garre à celui qui laisse trainer un cheveu ou qui se promène GSM en poche ! Mais à rien ne sert de « travailler proprement » si l'on n'est pas capable d'adopter un code de conduite « sûr ». A quoi bon prendre milles précautions pour une action si après un ou deux verres au bistrot tu déballes toute l'histoire pour impressionner tes potes...



Il nous faut définitivement bannir de nos rapports sociaux tout ce qui facilite le travail de la répression. Il existe toute une série de comportements, souvent poussés par un besoin de reconnaissance ou d'amitié et/ou qui sont dus à des moments de faiblesse, d'ébriété,… qui mettent en danger notre sécurité en faisant le travail des flics.

C'est pourquoi il est important de rappeler un principe de base concernant tous ceux qui décident d'attaquer l'Etat par des moyens illégaux - même s'il est évident que la sphère de l'illégalité s'étend de plus en plus au point qu'il devient difficile d'en discerner les limites- le fait de participer ou même l'envie de participer à une action illégale n'est *pas* un sujet publique. Une action se discute en groupe d'affinité, à savoir un groupe qui se connaît bien, se fait confiance et partage des positions.

Généralement, on ne parle publiquement d'une action ni avant, ni pendant, ni après celle-ci. Si l'action est revendiquée publiquement*-par un communiqué par exemple– elle tombe alors dans le « domaine public » et on peut en discuter sans pour autant outrepasser les discrétions habituelles (même revendiquée, une action peut rester anonyme ou en tout cas ne pas être attribuée à des individus).

La raison de ce principe de base est assez évidente : ceux qui sont impliqués dans une action en porte la responsabilité et les risques qui y sont liés, contrairement aux autres qui seront plus tentées d'en parler. D'autre part, ces personnes courent aussi le risque d'être accusées de complicité.

Soyons clairs : ***il est important de pouvoir parler de sabotage en général et de se solidariser avec ces actes,*** mais il est exclu de supputer des liens avec des personnes ou des groupes spécifiques. Ça c'est le travail des flics et soyons sûrs qu'ils ont déjà suffisamment de moyens pour arriver à leurs fins.

Malheureusement, il existe une série de comportements courants qui nous mettent en danger en enfreignant ce principe:

Les mensonges : prétendre, pour en impressionner d'autre, que l'on a participé à des actions illégales met non seulement sa propre sécurité en danger –les flics ne savent pas que c'est un mensonge- mais sape la confiance au sein d'un cercle social.

Les rumeurs : certaines personnes pensent qu'elles peuvent se faire des amis en faisant croire (à tort ou à raison) qu'elles sont au courant d'informations particulières. Elles font circuler des rumeurs –fondées ou non- sur qui a participé à quelle action... De telles rumeurs sont particulièrement dangereuses car elles peuvent suffire à lancer une

* Quelques petites précautions s'imposent là encore pour ne pas se faire tracer (cfr. p. 30). Par ailleurs revendiquer une action sous un nom fixe en dehors des problèmes idéologiques que cela pose (avant-garde) facilite le travail des flics et de l'accusation lors d'un procès. Tu peux par exemple être accusé d'appartenir à une organisation terroriste pour un simple tag.

enquête.

La frime : certaines personnes qui participent à des actions ou à des activités illégales peuvent être tentées de s'en vanter auprès de leurs amis. En agissant ainsi, ce n'est pas seulement leur propre sécurité et celle des autres personnes impliquées qu'elles mettent en danger, mais aussi celle de ceux à qui elles parlent. En effet, elles peuvent être considérées comme complices ou être accusées d'association de malfaiteurs. Et surtout, quelqu'un qui se vante de ses actions est un très mauvais exemple pour les autres.

La frime indirecte : les frimeurs indirects sont ces personnes qui font grand cas du fait qu'elles veulent rester anonymes, qu'elles veulent éviter les manifestations publiques et qui veulent rester « invisibles ». Ils ne font peut-être pas directement savoir qu'ils commettent des actions illégales, mais veillent à ce que tout le monde puisse entendre et savoir qu'ils préparent quelque chose. Cependant, s'ils étaient vraiment concernés par la sécurité, ils inventeraient une excuse crédible pour justifier leur inactivité publique.

Comment mettre fin à ces comportements ?

Ce n'est évidemment pas une liste exhaustive, mais juste quelques exemples des attitudes les plus communes, dans lesquelles nous pouvons tous nous reconnaître, qui nous mettent particulièrement en danger. C'est pourquoi, lorsque quelqu'un se comporte ainsi, il est de la responsabilité de chacun de le lui faire remarquer pour y mettre fin. Seulement, il faut y mettre la forme : il ne s'agit pas de le blesser dans son orgueil (cela risquerait de le renforcer dans son attitude) ni de faire étalage de sa propre conscience « élevée » de la sécurité.

Si ce type de comportement se répète, tirons-en les conclusions : mieux vaut tenir ces personnes à l'écart.

De même, méfiez-vous des personnes qui veulent tout savoir sur tout et sur tout le monde. Elles savent généralement très bien vous tirer les vers du nez sans en avoir l'air. S'ils ne sont pas forcément des indics conscients, il font des liens inutiles entre les personnes et les actions. Ce genre de personnes permettent aux flics de savoir où placer leurs indics, où chercher des preuves…

La taule n'est jamais très loin et même si ça ne doit pas nous empêcher d'agir, soyons prudents !

BREF, DU DESORDRE

07/01 Gand-Une voiture a été complètement détruite par un jet de cocktail molotov. A coté d'une deuxième voiture, un autre cocktail molotov a été retrouvé. Les voitures étaient garées sur le parking de l'entreprise d'énergie Dalkia et appartenaient à cette entreprise.

7/01 Schoten - Pendant la période du nouvel an, des inconnus ont endommagé la façade et la porte du sécretariat du parti fasciste Vlaams Belang. Ce n'est pas la première fois que ce local reçoit une visite de vandales.

10/01 Bruxelles - des vitres de la Régie des Bâtiments ont été brisées dans la rue Jourdan. Le slogan «La révolte de Merksplas te poursuit» a été peint sur le mur.

10/01 Steenokkerzeel- Quatre personnes se sont évadées dans la nuit de mardi à mercredi du centre fermé 127 bis pour demandeurs d'asile de Steenokkerzeel. Il semble que ces quatre hommes aient escamoté deux barreaux de fenêtre pour recouvrer leur liberté.

13/01 Hasselt-Matons blessés, occupation de préau et rébellion dans la prison de Hasselt

15/01 Liège - Cinq voitures qui se trouvaient sur la place Elmer, à Wandre, ont été incendiées.

Voilà, nous souhaitons à toutes et à tous un agréable et sûr sabotage.

Au plaisir de constater vos méfaits...

PLIER OU ETRE CASSE

A propos de la démocratie et de ses prisonniers récalcitrants

On pourrait décrire la démocratie comme étant la forme de l'Etat à tel point développée que ses sujets se dominent eux-mêmes. Le peuple exécute alors littéralement la domination sur lui-même (démo-cratie). Dans la démocratie parfaite chacun porte le flic en lui et les « vrais » flics se tiennent à l'arrière plan. Mais il n'en est pas moins question de domination et d'Etat qu'avant, au contraire, l'Etat est devenu plus absolu que jamais : *nous* (moi et toi) sommes devenus l'Etat. Le pape est devenu, pour ainsi dire, moins visible mais nous sommes tous devenus prêtres.

Que l'Etat – l'Etat comme institution de pouvoir brute, la matraque, les barreaux, les flics anti-émeutes- soit plus fort que jamais, cela nous apparaît dès que nous muselons le flic qui est en nous, que nous prenons nous-même la parole et que nous passons aux actes. Alors le flic en nous se dresse devant nous et nous sommes surpris de constater que nous étions envoûtés ; que, sans même en avoir conscience, nous étions au service de l'Etat. Alors, l'envoûtement est rompu et nous nous trouvons les yeux dans les yeux avec le sorcier et sa baguette désenchantée : la matraque. Alors, nous découvrons à nos dépens que *ceux qui ne veulent pas écouter le sentiront passer.*

Quand nous nous révoltons (quand nous égorgeons le flic et l'Etat en nous), nous forçons la démocratie à montrer son vrai visage. Finie alors l'hypocrisie : pas de participation, mais des *«un ordre est un ordre»* ; pas de *douce contrainte,* mais la torture ; pas de papier peint fleuri, mais du sang sur les murs. En même temps, la révolte est un moment de sincérité : nous ne servons que nous et personne (rien) d'autre, nous sommes ce que nous disons et faisons ce que nous sommes. Pour l'Etat, nous sommes à ce moment d'irrécupérables-*criminels.*

Malgré ce détour, nous arrivons quand même à la prison. La prison avec ses projets artistiques, ses journées portes ouvertes, ses employés souriants et ses murs sans tâches - la prison démocratique. Eventuellement –sur la table des négociations des syndicats de matons- la prison surpeuplée, archaïque, dangereuse, améliorable (démocratisable).

Finalement, pour les récalcitrants, les révoltés[1], ceux qui essaient sans relâche de tuer le maton dans leur tête, les *criminels par nature* - le cachot, les oubliettes, la torture.

Les agitateurs forcent la prison démocratique à montrer son vrai visage : son visage de bourreau. Farid résiste, Farid[2] ne se laisse pas faire, a son franc-parler, prend la défense d'autres prisonniers, essaie de s'évader, ne se tait pas, ne lèche pas les bottes, écrit un livre, ne laisse rien passer, fait du tapage… Farid est muselé, déshabillé, fouillé, passé à tabac, humilié, dénigré, menacé. Farid est écarté, transféré, réduit au silence, menotté, déclaré fou… Un régime spécial pour Farid, des oubliettes pour Farid, de l'Haldol[3] pour Farid… et pour tous les autres (les Nordins, les Fayçals…) qui refusent de se renier.

J'entend un murmure, en arrière plan, une conscience, un serviteur de l'Etat… « Mais ne sont-ils pas d'ordinaires *criminels* ? » Le flic en toi les appelle ainsi en effet, mais fais un effort -étrangle-le, fais lui fermer sa gueule. Et ne sois pas surpris si dans peu de temps on te traîne devant le juge en tant que *criminel.*

---

1 Ces deux dernières années, les prisons belges ont été traversées par une vague de révoltes.

2 Farid Bamouhammad se trouve depuis ses sept ans dans des institutions de l'Etat et des prisons. Il est considéré comme « un client difficile » parce qu'il ne se résigne pas sans coup férir et refuse d'accepter la prison. Encore aujourd'hui il en paie quotidiennement le prix : les visites lui sont régulièrement refusées, fouilles à nu, courrier déchiré ou brûlé…

3 Il y a peu on a tenté d'injecter de force de l'haldol à Farid Bamouhammad. L'haldol est un calmant particulièrement puissant qui a déjà prouvé son « efficacité » à plusieurs reprises. En automne 2006, Fayçal a été assassiné par plusieurs injections d'haldol dans la prison de Forest.
Le 27 mars Farid s'est barricadé dans sa chambre située dans le bloc U de la prison de Lantin (le quartier d'isolement) suite à une altercation avec les matons. Le 29, il y a mis le feu et a été suivi par deux co-détenus du bloc.

[traduction d'un article du «De Nar» numéro 215)

Solidarité avec le compagnon Antonio Ferreira

Antonio Ferreira est un compagnon qui a passé plus de 43 ans dans les taules fascistes puis démocratiques (et les démocratiques ne sont pas le meilleur terme de la comparaison) portugaises et qui y croupit encore à l'âge de 67 ans. A l'extérieur comme à l'intérieur des taules, il n' a cessé d'attaquer l'Ordre établi (il a entre autre été condamné pour des expropriations et un attentat contre la prison « Prisión Escola de Leira »).

A la fois menacé par les autoritées judiciaires et certains de ses co-détenus soumis et protégés par le système pénitencier, il n'a cessé de lutter contre sa détention et les conditions qui y sont associées.

Dernièrement, la justice portugaise a décidé de lui asséner un coup fatal. Alors que cela fait quatre ans qu'il pourrait être en conditionnelle, il est en fait en train de se manger une peine à perpétuité camouflée. Mais il ne se laisse pas faire. Seulement, pour continuer à résister aux différentes menaces de mort, aux pressions et aux régimes spéciaux, il a besoin de soutien.

Ceci est un appel à montrer notre solidarité avec Antonio, pour qu'aucun compagnon ne soit isolé par la répression.

LIBERTE

pour prendre contact avec le collectif de soutien à antonio: www.libertemferreira.no.sapo.pt

BREF,...

18/01 Erembodegem - Dans la nuit du mercredi au jeudi, deux camions avec des grues et une camionette de l'entreprise Eandis ont été incendiés. Eandis est une entreprise qui gère la distribution d'électricité

19 /01 Kortenberg - Le feu est mis à l'institution psychiatrique Saint-Joseph. Les sapeurs-pompiers éteignent le feu rapidement.

19/01 Bruges - Après une grande opération policière, trois hommes sont arrêtés et accusés d'avoir tué la jeune flic Kitty le 4 décembre.

20/01 Bruxelles - Des jeunes ont attaqué des patrouilles de police avec des cocktails molotov. Ensuite, il y a eu des émeutes autour des tours de la cité à Neder-Over-Heembeek. Dans les semaines suivantes, la tension entre les jeunes et la police n'a pas diminué. Une soixaintaine de personnes ont été arrêtées dont six sont inculpés pour des faits de dégradation et port d'armes.

23/01 Louvain - Les quatre vitres du syndicat socialiste ACOD (équivalent fl amand de la CGSP) sont brisées. L'ACOD informe que c'est la deuxième fois en un an que leur local à Louvain est attaqué.

24/01 Gand - Dans la nuit du 24 au 25 janvier, les quatre pneus d'une voiture de Denys sont crevés à Ledeberg. Les vitres ont été détruites et 'vengeance' a été tagué sur la voiture. L'entreprise gantoise Denys participe à la construction et aux travaux de rénovation de prisons.

24/01 Merksplas - Des parties du mur du musée de la prison à Merksplas sont détruites.

25/01 Bruxelles - Dans la nuit, des individus masqués ont cassé une dizaine de carreaux d'un bâtiment nouvellement rénové par le CPAS dans les Marolles. Le bâtiment doit servir de foire d'emploi.

4/02 Anvers - Deux détenus s'évadent de la prison d'Anvers. Ils se sont évadés par le mur et le jardin du directeur. Fin mars, une des deux personnes est de nouveau arrêtée.

5/02 Bruxelles - Un cocktail molotov est lancé dimanche soir dans un des bureaux des locaux de management de la société Passage Fitness.

7/02 Braine-le-Comte- Deux hommes sont contrôlés par la police. Un homme dirige une (fausse) arme vers le flic et exige que celui-ci libère son copain. Le flic lui tire une balle dans la tête.

10/02 Munsterbilzen - Un homme s'évade de l'institution psychiatrique Saint-Joseph. Le soir même, le service spécial d'intervention l'arrête chez lui

15/02 Bruxelles - La police a intensifié la surveillance suite à une série d'incendies à Evere et Schaerbeek dans la nuit de mercredi à jeudi. Quatre véhicules ont été incendiés



16/02 Bruxelles- des individus ont réussi à entrer dans le bâtiment du poste de police pour la circulation à Auderghem. Là, ils ont cassé tous les véhicules de service.

18/02 Ittre - Une quarantaine de détenus d'une aile de la prison d'Ittre occupent le préau pendant quelques heures. Une partie de l'infrastructure est incendiée.

18/02 Bruxelles-Une fille de 22 ans meurt dans un accident de voiture après une course-poursuite avec plusieurs voitures de police. Blessée, la passagère est emmenée vers l'hôpital. 300 personnes (surtout de la communauté Rom) se rassemblent devant l'hôpital où elle est gardée.

18/02 Merksplas - Six demandeurs d'asile s'évadent du centre fermé de Merksplas. Une personne est arrêtée. Peu de temps après, une autre personne essaie de s'évader, mais échoue Elle est punie par 15 jours de cachot.

21/02 Bruxelles - Des échauffourées ont lieu après l'arrestation de deux jeunes. Plusieurs voitures sont incendiées.

Quand l'enfermement et l'isolement ne suffisent pas pour briser les personnes, les docteurs apparaissent avec leurs tranquillisants et les drogues comme l'Haldol. Piquer les prisonniers, faire d'eux des zombies, les forcer à se résigner ou à crever.

Le manque de perspectives et le désespoir poussent beaucoup de prisonniers à la toxicomanie. Les gardiens et les directions ne font qu'encourager cela ; les prisonniers drogués sont maintenus plus facilement sous le joug. Les drogues affaiblissent et font oublier qui sont les ennemis. Il n'en est pas autrement dans la rue.

Depuis longtemps, la direction de Lantin menace d'injecter de l'Haldol à Farid Bamouhammad, de l'interner. Farid refuse avec détermination de se soumettre face aux humiliations quotidiennes et à la violence des matons. Fin janvier, ils sont entrés dans sa cellule dans le bloc U, le quartier d'isolement, et ont menacé de lui injecter de l'Haldol. Farid a résisté et a fait échouer cette tentative.

Nous n'avons pas oublié comment Fayçal a été assassiné il y a deux ans dans la prison de Forest, avec des injections d'Haldol –
nous n'oublierons jamais qui sont les responsables de jadis et du présent.

La prison tue
Détruisons toutes les prisons
Liberté pour tous les prisonniers

MATONS BLESSÉS, OCCUPATION DE PRÉAU ET RÉBELLION DANS LA PRISON DE HASSELT

Samedi 12 janvier - Deux frères détenus dans la prison de Hasselt reçoivent en même temps la visite de leur famille. Ils avaient demandé de pouvoir se voir ensemble, mais avaient essuyé un refus de la direction. Après la visite séparée, la famille essaie quand même de se voir ensemble. Les matons s'interposent et déclenchent une empoignade avec la famille. Une matonne est plaquée contre le mur et une autre reçoit un coup de coude sur le thorax. Un troisième maton est blessé. La mère des deux frères aussi. La police vient sur les lieux, les trois femmes sont emmenées à l'hôpital. Une matonne reste à l'hôpital pendant quelques jours avec une légère contusion. Les médias ne disent pas si quelqu'un de la famille a été arrêté. Les deux frères et un autre détenu sont mis en isolement.

Dimanche 13 janvier - Un visiteur se voit refuser l'entrée dans la salle de visite parce qu'il ne possède pas de papiers d'indentité valables. Son permis de conduire ne suffit pas. Le visiteur ne se laisse pas faire et commence à se battre avec les matons. Cinq matons sont blessés. Le soir, après la promenade, 130 prisonniers refusent de réintégrer leurs cellules. "*Les flics ont dû intervenir pour réprimer les troubles. Les prisonniers ont finalement réintégré leur cellule par petits groupes. Selon les médias, les rébellions auraient duré jusqu'aux environs de minuit*". La police est venue sur les lieux avec une auto-pompe, mais ne s'en est pas servi. Les deux frères seront poursuivis. Les syndicats des matons exigent leur transfert. Ils exigent aussi que la visite "*se fasse dans les limites des possibilités légales*".



Les syndicats des matons et le nouveau ministre de la Justice Jo Vandeurzen (parti chrétien flamand) devraient bientôt se rencontrer pour décider d'un nouveau règlement des visites. A travers Eric Severijns maton en chef et délégué du syndicat ACOD, les matons menacent de lancer des actions si leurs exigences ne sont pas respectées. La prison de Hasselt s'est ouverte en 2004 et possède les techniques de sécurité les plus sophistiquées.



Quand la guerre sociale s'intensifie, le champ de l'illégalité s'élargit et les prisons débordent. – Mais où donc, se demande le Pouvoir, vais-je enfermer tous ces intriguants ? Car malgré l'aggrandissemnt des prisons et centres fermés ornant le sol belge et la construction de nouveaux centres et prisons de toutes sortes , la place manque.

-Mais ne pourrait-on pas renvoyer les prisonniers « étrangers » purger leur peine dans leur pays d'origine ? demande le Gestionnaire.

- Qu'à cela ne tienne, s'exclame le Pouvoir, et peu importe s'ils ont grandi ici ! Mieux : construisons des bateaux prisons au large des côtes comme aux Pays-Bas : cela améliorera le paysage.

- Oui, mais cela coûte fort cher et puis il paraît que des personnes arrivent encore à s'en évader, s'inquiète le Comptable.

- Je sais, se dit-le Pouvoir, louons des cellules chez nos voisins hollandais et c'est égal si pour aller voir leur parent, ou ami, les familles doivent se taper le voyage jusqu'au pays des tulipes.

- Ah non, répond le voisin hollandais, gardez vos indésirables chez vous !

- J'ai trouvé quelque chose qui satisfera tout le monde en attendant nos nouvelles prisons : nous allons acheter à l'entreprise hollandaise De Boer, des « containers cellules ». Le préfabriqué, c'est pas cher et ça s'installe vite !

- Mais, suggère la voix de la Révolte, ennemis Pouvoir, Gestionnaire et Comptable, ne savez-vous donc pas que le plus sûr moyen de résoudre le «problème de la surpopulation carcérale », c'est de détruire les prisons ?

Toute ressemblance avec la réalité belge n'est pas fortuite

Mutinerie à la prison d'Ittre

Lundi soir, des dizaines de détenus ont refusé de regagner leur cellule à la prison d'Ittre. La mutinerie a débuté lundi vers 18h15. La situation a nécessité un grand déploiement policier et n'est rentrée dans l'ordre que mardi à 1h30.

Selon la police, les détenus récalcitrants avaient fait part, en milieu d'après-midi, de diverses revendications aux responsables pénitentiaires concernant leur détention, telles qu'un accès plus long à la salle de musculation de la prison, le fait de pouvoir prendre des protéines ou l'aménagement des plages horaires pour les visites.Face au refus d'accéder à leurs demandes, les détenus ont marqué leur désapprobation en ne quittant pas le préau et en dégradant partiellement les murs.

La police locale a d'abord été envoyée vers la prison pour ramener l'ordre, mais elle a rapidement fait appel à des renforts des zones voisines et à des équipes de la police fédérale. L'effectif s'est finalement monté à une cinquantaine de policiers. Toutes les mesures de sécurité ont été prises car des suspicions de détention d'objets contondants (barre de fer, conserves cachées dans des chaussettes) par certains détenus pesaient.

Lors d'une première négociation vers 21h00, une partie des détenus ont accepté de regagner leur cellule tandis que les autres ne voulaient toujours pas quitter le préau. A l'issue d'une deuxième tractation et face à la grande présence policière, les derniers détenus ont arrêté leur mouvement de colère peu avant 1h00 du matin. Chacun est rentré un à un pour être fouillé. La situation est entièrement revenue sous contrôle mardi à 1h30.
(sources: La police et les syndicats des matons)

CONTRE LE MUR

Lundi 18 février 2008, des dizaines de détenus ont occupé le préau à la prison d'Ittre. Dans l'après-midi, des détenus avaient fait part de diverses revendications à la direction pénitentiaire concernant la nourriture, les visites et les possibilités de récréation. Face au refus d'accéder à leurs demandes, les détenus ont refusé de réintégrer leurs cellules. Ils ont occupé le préau et ont dégradé les enceintes et les murs. Un grand déploiement policier a été nécessaire pour mettre fi n à cette protestation L'occupation avait commencé à 18h, ce n'est que vers 1h30 que les policiers ont réussi à rétablir l'ordre.

Le même jour, Sylvia J., 22 ans, meurt dans un accident de voiture suite à une longue poursuite par les fl ics. La fille de 18 ans qui était aussi dans la voiture, est grièvement blessée. Un 'bon citoyen' à Woluwe Saint Pierre avait averti les flics qu'il avait vu sortir deux filles d'une maison. La patrouille locale les a vu monter dans la voiture et s'est lancée à leur poursuite. Dans cette poursuite, d'autres patrouilles de différentes zones ont rejoint la chasse. Sylvia a perdu le contrôle du volant et la voiture a embouti un arbre.

Nous ne pouvons pas rester indifférents face à ce meurtre policier. Nous n'avons pas oublié comment, plus tôt dans le mois à Braine le-Comte, un jeune homme a reçu une balle dans la tête, quand il montrait un faux revolver lors d'un contrôle policier. C'est la même police qui nous harcèle avec des contrôles d'identité, la même police qui nous incarcère quand on enfreint les lois et les règles qui nous sont imposées. Que les flics et les prisons ne servent qu'à protéger l'ordre établi et qu'ils n'hésiteront pas à aller jusqu'au bout, on nous le fait comprendre chaque jour.

FACE À NOTRE DÉSIR DE LIBERTÉ,
chaque flic est un ennemi,
chaque mur qu'ils érigent pour enfermer mérite des coups de masse. Nous sommes solidaires avec la résistance des prisonniers et avec chaque coup infligé à ce qui nous opprime et nous détruit.

[tract distribué sur un marché à Bruxelles et publié sur www.cemab.be]



«La liberté est le crime qui contient tous les autres crimes» - Os Cangaceiros, 1986, France

De l'importance de s'attaquer aussi aux dispositifs de surveillance et de contrôle

Il est des situations qui nous sont insupportables. Les prisons, les asiles, les centres fermés sont là pour nous rappeler quel type de société ils protègent mais aussi pour nous prendre nos amis et compagnons ou pour nous prendre à nos amis en nous y enfermant.[1]

Cette société du contrôle et de l'enfermement nous a été imposée au travers de siècles par divers processus de dépossessions (de nos terres, de nos corps, de nos langues, de nos pensées de nos envies,…)[2].

Non seulement le monde qui nous est imposé est l'aboutissement de ces processus mais en plus ces processus se renforcent. La domination (sous ses diverses formes d'exploitation, de destruction de nos milieux de vies, de nos vies…) aiguise ses instruments de contrôle et de surveillance pour nous laisser toujours moins d'espace et de temps pour vivre.

Moins d'espace pour vivre cela signifie moins de possibilités pour se révolter. Or, pour nous et pour quiconque ressent la nécessité de cette révolte parce qu'il ne peut plus accepter la vie de soumission qu'on lui impose, nous ne pouvons faire l'économie d'une critique en acte de ces instruments. Pour nous ouvrir des possibilités de nous réapproprier nos propres temps et nos propres espaces.

Nous sommes conscients que les prisons et une société de l'enfermement sous toutes ses formes sont à la fois l'origine, la continuité et l'aboutissement de ces processus. Mais nous avons abordé une nouvelle phase d'approfondissement de ces processus avec la technologie de plus en plus poussée des instruments de contrôle et de surveillance et leur colonisation de l'espace mondial. Ces instruments nous conduisent de plus en plus facilement dans les institutions fermées ou rendent celles-ci de plus en plus diffuses dans nos vies.

Que ce soient les bracelets électroniques qui récréent la prison hors de ses murs ; la traçabilité de nos mouvements avec nos cartes bancaires, nos GSM, les GPS et la technologie RFID qui se généralise (dans les produits, sur les animaux et sur certains humains[3]…) ; les technologies de fichage toujours plus pointues avec l'ADN, la biométrie, les caméras « intelligentes »,les nanotechnologies…Ces dispositifs limitent nos possibilités de libération.

Une critique en acte de ces dispositifs signifie les attaquer là où ils se construisent et se décident (dans la propagande marchande et d'Etat, dans les enceintes politiciennes qui avalisent les décisions des firmes privées,…) là où ils sont produits (dans les laboratoires universitaires et privés, dans les nouvelles entreprises de la sécurité, dans les commissariats, et dans toutes ces entreprises qui collaborent à leur diffusion…) et partout où ils apparaissent et se renforcent.

Il s'agit pour nous d'une question de survie si nous voulons pouvoir garder ne fut-ce que l'espoir d'un bouleversement social.

Si nous voulons ouvrir des possibilités vers ce bouleversement,

Il nous faut briser l'étau du contrôle partout où il se resserre.

1 De même que l'école nous arrache nos enfants 6h/jour, 5jours/7 pour bien les rentrer dans le moule du parfait sujet d'Etat , de même le travail nous prend nos vies et les loisirs servent à nous le faire accepter.

2 Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie d'un retour au passé ce qui serait nier tous les processus de domination qui existaient alors mais bien de constater le renforcement phénoménal de l'Etat et du capitalisme et de son emprise (croissante) sur nos vies.

3 Palette de produits, bétails et humains sont d'ores et déjà pucés par souci de traçabilité. Pour certains, à l'image de ces jeunes branchés à Barcelone qui se font pucés pour pouvoir rentrer dans des boites de nuit, la technologie est le must de la «in-attitude». D'autres, plus pragmatiques pucent leurs militaires et si la puce sous-cutanée n'est pas encore de mise en Europe, les RFID ont déjà envahi les cartes d'identité dans plusieurs pays ou ne tarderont pas de le faire. Prochains sur la liste: la France, la Belgique,... Bref, une technologie d'avenir. A moins que...

Plusieurs attaques contre la STIB (Société des Transports Intercommunaux Bruxellois) ont eu lieu entre le 18 et le 21 mars dans le quartier d'Anderlecht. Selon un délégué de la CSC, ces actes seraient des « ***actes de représailles*»** **suite à une opération de la police dans le quartier –et notamment dans les réseaux du métro- la semaine précédante.**

Petite chronologie des faits :

18/03 - attaque au cocktail Molotov d'un bus dans le quartier populaire de Cureghem

19/03 - grève spontanée décidée par les chauffeurs de bus. Aucun bus n'a circulé sur le réseau de la STIB.

20/03 - jeudi après-midi, une pierre est lancée sur la vitre d'un bus de la STIB, dans le quartier du Ceria (Anderlecht). Pas de blessé, pas d'arrêté. la STIB a décidé de ne pas desservir les environs du Ceria jusqu'à 17h30 ce jeudi.

20/03 - Une réunion d'urgence rassemblant les syndicats, la direction et les services de sécurité de la STIB est convoquée. Il y est décidé de dépêcher temporairement des patrouilles de sécurité supplémentaires dans les bus des lignes 46 et 75.

20/03 – Le soir, un individu a tiré sur un bus De Lijn sur la chaussée de Mons à Anderlecht. L'homme au pistolet n'a pas été rattrapé.

20/03 – Dans la soirée, un individu détruit le poste de conduite et le pare-brise d'un bus à l'aide d'une barre de fer. Le chauffeur du bus a pu s'enfuir après avoir prévenu la police et le service de sécurité de la STIB grâce à un bouton d'alarme silencieux. L'homme a été appréhendé et est actuellement interrogé par les forces de l'ordre.

LORSQU'ON EST REJETE DE PARTOUT ET QUE L'AVENIR NOUS MENACE

Ces derniers temps, la tension croît dans les transports en commun. Plus de contrôles et plus « musclés », plus d'agents de la STIB et une panoplie de moyens qui visent explicitement à faire fuir les « indésirables » : stations fermées la nuit et bancs spéciaux anti-clodos, interdiction des musiciens non-agréés par un jury spécial, mais musique classique pour faire fuir les « jeunes » le soir , caméras partout, flics dans les rames…

Bien sûr, la STIB dira que c'est en réponse aux aggressions, aux incivilités, pour la convivialité des voyageurs… D'autant qu'elle ne fait que suivre une tendance générale de la société qui voit se renforcer les outils de contrôle.

Mais le paradoxe est là, devant nos yeux. La STIB répond à un type de violence qui l'atteint sans se poser la question de ce qui la génère.

Qu'est-ce que cela fait d'être considéré comme un indésirable ? D'être explicitement visé par les campagnes répressives ?Qu'est-ce que cela fait de se faire chasser des places ou contrôler ses papiers d'identité quand on discute entre potes ? Ça crée quoi comme sentiment de pas pouvoir se payer un ticket et puis de se faire poursuivre par un contrôleur zélé (qui par ailleurs n'hésitera pas à arrêter ton pote sans-pap pour le remettre à la police) ? De se faire emmener au poste pour avoir résisté à un contrôle ? De savoir que dans un monde où tout est payant, la thune est le seul laissez-passer reconnus et qu'il faudra accepter de te faire exploiter pour t'en procurer même quand le travail vient à manquer? Ça fait quoi de vivre dans une société où tout est interdit ou considéré comme « incivique » ; où l'Etat se prend pour ton père : « ne crache pas en rue ! N'insulte pas ! Ne jette pas tes papiers par terre ! Ne tague pas ou alors seulement sur les emplacements réservés à cet effet ! » et surtout : « apprends à te sentir de trop ; occupe ta révolte à des occupations inutiles dans les maisons de jeunes ouvertes par l'Etat ; respecte ceux qui t'humilient et te méprisent… ». Et si tu veux pas ? Amendes, taule…

En attendant, les patrons s'engraissent en délocalisant leurs usines là où on peut esclavagiser légalement. Les entrepreneurs construisent des usines tellement polluantes et dangereuses qu' une partie de nos contemporains crèvent de cancers et l'avenir n'est plus qu'une menace apocalyptique. Les politiciens s'accordent pour construire de nouvelles prisons et de nouveaux camps ; pour mettre les sans-papiers à la merci des patrons ; pour installer des caméras sur nos places et des agents de quartiers dans tous les coins et surtout là où il faut faire peur …

Alors ça fait quoi ? Et bien cela donne peut-être une envie de tout faire péter, une envie de révolte contre ce qui nous est ostensiblement hostile. Alors on pète les plombs contre le chauffeur du bus qui est obligé de te contrôler, on l'attaque à coup de crique… On peut discuter de la cible : qu'ont à voir le chauffeur et le passager là-dedans ? Eux-aussi, ils subissent d'une certaine manière. Pourtant… quelle voix discordante s'est élevée parmi les chauffeurs de la STIB lors des grèves pour remettre en doute l'idée que plus de répression apporte des solutions à la violence du système ? Qui a défendu les musiciens et les mendiants quand ils se sont fait virer des rames de métros ? Qui proteste contre la collaboration aux expulsions ? Quand les chauffeurs deviennent des flics, quoi d'étonnant que la rage se tourne contre eux ?

Alors il est peut-être temps premièrement de se questionner sur les causes des violences car peut-être découvrerions-nous que sous ses aspects démocratiques, la société est hautement violente et répressive et deuxièmement de se demander comment et contre quoi nous nous révoltons. Les cibles ne manquent pas quand la rage est au rendez-vous.A commencer par tous les rouages des machines à exploiter, à dominer, à réprimer… qui ne sont en fait qu'une seule et même machine à ….détruire !

Alors ,

LIBÉRONS - NOUS DU CONTRÔLE !

Dossier Insurrection

Exproprier notre histoire au pouvoir. Lui arracher ce qu'il aimerait garder sous silence et nous en nourrir. La faire exister, ne plus être déracinés, ne plus venir de nulle part. Savoir que d'autres étaient là avant nous. Savoir apprendre de ça, profiter des réflexions, des expériences, des auto-critiques, des scissions... Voilà aussi une tâche d'un mouvement révolutionnaire s'affrontant au pouvoir qui voudrait nous voir isolés, sans passé (où alors terrassés par l'histoire des vaincus).

Nous reprenons ici deux textes issus de la brochure "Insurrection - Organe d'Expression de Groupes et d'Individus Autonomes d'Action" (disponible sur : http://www.infokiosques.net/IMG/pdf/insurrection-brochure.pdf) ainsi qu'un extrait du livre : "A couteaux tirés" (disponible via typemachine (sans mentionner le nom): Postbus 30 - 9000 Gent 1 - Belgique)



Communiqué a l'opinion publique.

La nouvelle a surgi par l'intermédiaire des média dans un tourbillon d'informations manipulées : « groupes libertaires démantelés, hold-up, bombes, terreur ».

Comme toujours, on lance à l'opinion publique une montagne d'ordures, produit de l'imagination délirante de la police. On prétend par ce moyen donner aux citoyens l'impression qu'il est protégé, que la démocratie veille sur lui, pour qu'ainsi il accepte mieux sa misère quotidienne, qu'il continue de travailler et de s'abrutir.

Jusqu'à maintenant, seule la police a eu la parole, maintenant vient notre tour. Le prolétariat subversif conquiert son autonomie en luttant jour après jour. On ne change pas une société aliénée en employant des méthodes aliénées. « La liberté du travailleur sera l'oeuvre du travailleur », ceci n'est qu'un slogan, s'il n'est pas immédiatement suivi par la pratique. Pour nous, l'organisation idéale est celle qui naît de notre propre vécu, de nos relations.

L'accord politique entre membres d'un groupe de plusieurs personnes se limite à la discussion, préparation et réalisation d'un fait concret. Donc, comme c'est logique, le point culminant d'un groupe autonome, c'est l'autonomie de chacun de ses membres. Nous refusons toute ligne politique car elles débouchent sur le militantisme castrateur. Nos actions naissent des circonstances et de l'actualité.

Nous ne prétendons pas exemplariser notre lutte, elle n'a d'autre transcendance que d'être la notre, nous ne l'adoptons pas à vie, elle nous parait comme la plus efficace MAINTENANT, c'est tout, nous ne la mythifions pas, nous ne mettons pas de sigles. Nos actions valent pour leur contenu et leur finalité, elles ne sont rien par elles-mêmes (un fasciste peut aussi poser des bombes et faire des hold-up), notre préoccupation majeure fut toujours de ne pas faire de victimes innocentes. De fait, nous avons réussi. Nous préférions abandonner une action ou multiplier nos risques plutôt que de mettre en péril une vie.

Nos actions ont toujours eu une finalité sociale. Les expropriations (nous considérons comme un hold-up la réappropriation de ce que, durant toute une vie, les escrocs légaux nous volent) étaient faites pour assurer notre autonomie : achat de matériel, propagande, aide aux luttes autonomes, et aux compagnons en prison, etc... Les bombes, nous les avons toutes posées pour attirer l'attention sur la situation des prisonniers de droit commun. La violence, ce n'est pas nous qui l'avons choisie, mais pour nous exprimer, il ne suffit pas d'un communiqué et d'un timbre-poste : le capital et son État nous ferment la bouche. Seulement en frappant, nos communiqués avaient droit à la presse. C'est ce que nous fîmes et nous ne nous en repentons pas.

Cette lutte, nous allons la continuer, en prison, avec plus de vigueur que jamais. Nous sommes maintenant dans ce monde obscur que nous dénoncions il y a quelque temps. Ici la terreur et la violence sont sans égale En nous mettant ici, ils n'ont réussi qu'à augmenter notre haine envers toute institution et à nous convaincre définitivement (si toutefois ce n'était pas déjà fait) de la nécessité révolutionnaire de raser toutes les prisons, qu'elles soient rouges, jaunes ou blanches.

(...)

Groupe Autonome Libertaire de Barcelone, Mars 78.

Notes de lecture:

Ce communiqué a été rédigé par Andrès, Bonni, Conchi et Nanda, arrêtés en Février 1978 et accusés des hold-up et des attentats suivants : Mi-Juin 77 : Palais de justice de Barcelone; Fin Décembre 77 : Palais de justice de San-Feliù, Palais de justice de Barcelone, Mi-Janvier 78 : Prison "Modelo" de Barcelone, Centre de redressement des mineurs "Asilio Duran", Palais de justice de Granollers.

Le pourquoi des groupes autonomes...

Aujourd'hui, la nouvelle vague insurrectionnelle regroupe ceux qui sont restés en dehors de la politique professionnelle de gauche ou de droite, ou qui y sont passés le temps d'une erreur.

L'expérience amère, qui pour les uns suppose le passage par le cadavre putréfié du léninisme, et pour les autres les convictions libertaires, nous a porté à penser et mettre en pratique des formes organisationnelles qui ne sont pas nouvelles, mais que beaucoup semblent avoir oubliées. Tout au long de l'histoire de la lutte des classes, il y a des exemples de luttes autonomes. Les groupes autonomes naissent, non par décret, ni par nostalgie des temps passés, mais par nécessité révolutionnaire, par la somme de nos propres vécus, de notre pratique quotidienne.

La lutte révolutionnaire est jalonnée par la présence de ces groupes. Depuis les groupes affinitaires de la F.A.I.(1) jusqu'aux expériences plus récentes des M.I.L.(2), G.A.R.I.(2), N.A.P.A.P.(3) (en France), N.A.P. (en Italie), Mouvement du 22 Juin (en Allemagne), il y a toute une réalité pratique que nous recueillons, non comme une ligne ou une doctrine, mais d'un point de vue critique, comme des expériences dont il faut profiter, des moments historiques qu'il faut savoir dépasser.

Nos différences avec la F.A.I. sont, en plus du niveau idéologique, de type pratique. Nous ne concevons pas la reconstruction d'une organisation par nostalgie des temps passés. La coordination de divers groupes doit partir d'une nécessité, c'est à dire qu'avant tout l'existence de ces groupes doit être une réalité. On n'arrive pas à une pratique révolutionnaire en partant d'une coordination. C'est la pratique révolutionnaire, le développement réel du groupe qui impose la coordination, et dans le cas de la F.A.I., il est évident que ces groupes n'existent pas, sinon de manière artificielle, ou dans l'imagination de quelques-uns. La réanimation bureaucratique d'un cadavre ne nous intéresse pas.

Pour nous, le groupe n'est ni le parti du futur, ni la panacée. C'est la forme la plus libre que nous ayons imaginée pour nous organiser ici, maintenant. L'individu ne vient pas dans le groupe en laissant à la porte ses idées, il participe avec elles à la création et au développement postérieur de celui-ci. Partant de cette base, le groupe ne regroupe pas les révolutionnaires. Ceux-ci se réunissent par affinités et créent les groupes. Ce processus est peut-être plus laborieux et plus lent, mais il n'y a aucun doute qu'il soit plus sûr, et qu'on évite ainsi l'apparition de leaders et de groupuscules dirigeants. Nous croyons que c'est dans nos propres relations que se trouve la négation du vieux monde. C'est une contradiction dangereuse que de copier les schémas organisationnels de la société capitaliste sous prétexte de la combattre, et les hiérarchies des comités exécutifs ne nous servent à rien, car c'est dans la séparation exécutif/exécutant qu'ils impliquent, que dorment les bureaucraties. Celles-ci sont, si cela peut se faire, encore plus dangereuses que le capitalisme lui-même. à la force matérielle que leur donne le contrôle de l'appareil-parti, s'ajoute la force morale des symboles et des luttes ouvrières qu'elles s'approprient et capitalisent dans leurs désirs de pouvoir. Entre leurs mains, les morts de toutes les révolutions, les morts de la Commune de Paris, sont aussi importants que les millions pour

Notes de lecture :

(1) F.A.I. : Fédération Anarchiste Ibérique.

C'est en 1927 sous la dictature de Primo de Rivera que des anarchistes espagnols et portugais fondent la F.A.I. Son but était de diffuser et de défendre la pureté théorique anarchiste dans les syndicats de la C.N.T., alors que ceux-ci devaient organiser les travailleurs pour la prise en charge de la gestion

de la société. Bien qu'elle eût des comités péninsulaires et régionaux, la F.A.I. constituait en fait une fédération de groupes autonomes, la plupart du temps formé spontanément par décision propre d'une poignée d'anarchistes se constituant en groupes de la F.A.I. Un des groupes formé fut celui de Durruti,

des frères Ascaso, Garcia Oliver, Jover... qui s'appelait "Los Solidarios", responsable avant l'insurrection de Juillet 36 de nombreux attentats et expropriations. Organisation qui est devenue pyramidale, le propre de ce type de structure (voir les journées de Mai 37 à Barcelone), qui ne consulte plus ses militants ou groupes pour les décisions ou les attitudes à prendre.

(2) M.I.L : Mouvement Ibérique de Libération.

Principalement existant en Catalogne et plus particulièrement à Barcelone, de 1971 jusqu'à son autodissolution en Août 1973 pour des raisons internes.

Le M.I.L. était une composante de groupes et d'individus de la mouvance libertaire et marxiste ayant fait une critique radicale du gauchisme, du léninisme et du syndicalisme. Le M.I.L. ne se définissait pas comme une organisation centralisée mais au contraire pour l'autonomie des groupes le constituant.

Le M.I.L. a eu plusieurs activités : de nombreuses expropriations (à partir de Fin 72, lorsque les médias espagnols ont commencé à parler de l'existence du M.I.L., lors des expropriations, des tracts étaient laissés sur place appelant à la "grève insurrectionnelle" et à "l'agitation armée"), de nombreuses publications(2 numéros de la revue C.I.A. exprimant les positions du mouvement) et réédition de textes sous les Editions Mayo 37 (textes de Camillo Berneri, du Mouvement Communiste, etc...).

A partir de Septembre 73, beaucoup de membres du M.I.L. ont été arrêtés. Des procès ont suivis, plusieurs condamnations à mort et de nombreuses années de prison ont été distribuées Salvador Puig-Antich garrotté par Franco (en même temps que lui, Heinz Chez, prisonnier social) le 2 Mars 74, et Oriol Sole-Sugranes abattu au Pays Basque espagnol à la frontière le 6 Avril 76 à la suite de l'évasion de Ségovie organisée par

l'E.T.A. où 30 personnes s'étaient évadées.

Depuis, tous les autres membres du M.I.L. ont été libérés.

G.A.R.I. : Groupes d'Action Révolutionnaire Internationaliste.

Le G.A.R.I. est le rassemblement de plusieurs groupes autonomes français et espagnols en vue d'apporter une solidarité concrète et active au mouvement révolutionnaire espagnol et plus particulièrement aux emprisonnés du M.I.L. (dans lequel les groupes autonomes français retrouvaient certaines de leurs analyses).

Apparu en Mai 74 lors de l'enlèvement du banquier Baltazar Suarez à Paris, le G.A.R.I. a eu à son actif jusqu'à son auto-dissolution en Août 74 de nombreux attentats et plusieurs expropriations en France et en Belgique.

En Mai 74, Septembre 74 et Décembre 74, des membres ou présumés membres de l'ex-G.A.R.I. ont été arrêtés et inculpés de délits divers (plus de 20 personnes).

En Mai 77, les trois derniers détenus ont été relâchés.

En Juin 79, la démocratie libérale avancée exige la réincarcération de Jean-Marc Rouillan et Mario Ines-Torres.

Il est fort probable que des procès en assises aient lieu concernant l'affaire G.A.R.I. dans les mois qui suivent.

(3) N.A.P.A.P. : Noyaux Armés Pour l'Autonomie Populaire.

Né de la mouvance Gauche Prolétarienne en 1976.

Extrait du texte de mise au point de cette organisation : *« Nous n'avons plus rien à voir avec l'étiquette "maoiste" que la presse nous a collée. S'il est vrai que d'anciens maos appartiennent aux N.A.P.A.P. ce n'est pas seulement à partir du bilan de la liquidation de la gauche prolétarienne.*

Il est clair que nous ne sommes ni le parti combattant de quoi que ce soit, encore moins une nouvelle "bande à Baader".

Nous avons tiré le bilan des pratiques politico-militaires étrangères qui mènent des combattants "spécialistes" à une lutte solidaire et suicidaire face à l'appareil d'État moderne. Notre pratique s'inscrit dans l'édification de l'autonomie ouvrière organisée au sein du mouvement populaire.

Notre but n'est pas d'appeler à la formation de 1, 10, 100 N.A.P.A.P. régis par une direction centrale style état-major de la violence populaire potentielle. Nous abordons une autre étape qui consiste à nous fondre dans la dynamique du mouvement et non pas à chercher à en prendre la tête d'une façon officielle ou magouillarde ».

(Texte sorti vers Septembre 77).

Cette organisation a revendiqué l'exécution le 23 Mars 77 de Tramoni (assassin de Pierre Overney) et différents attentats.

une multinationale.

Ceci étant bien clair, les groupes autonomes ne prétendent pas organiser les masses, mais s'organiser à l'intérieur de celles-ci, avec les armes à leur portée. Le concept d'autonomie se développe à partir de notre propre fonctionnement. Il est inclus dans toutes nos relations. Toutes les actions et tous les pas du groupe sont discutés en commun. Ces discussions ne se limitent pas à aborder les problèmes politiques, mais aussi et surtout les problèmes de comportement, de relations et de vécu entre ses membres.

La relation entre plusieurs groupes autonomes se limite à l'échange d'expériences et à l'organisation de tâches concrètes. Avec l'autonomie réelle des groupes, on évite les dépendances des uns par rapport aux autres, ainsi que les protagonismes. Chaque groupe intervient à l'endroit où il naît et se développe. Sa politique, ses actions sont le résultat de la réalité dans laquelle il se meut et des nécessités du moment. La coordination des groupes n'implique pas la dépendance des uns aux autres.

Elle suppose camaraderie et solidarité et renforce en l'étendant notre lutte pour la liberté.

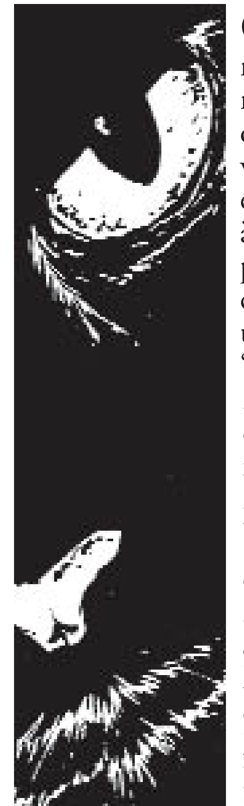
Nous ne sommes ni les premiers ni les derniers.

Groupe autonome incarcéré à la Modelo — Août 78.

(Modelo : Prison de Barcelone).



A couteaux tirés

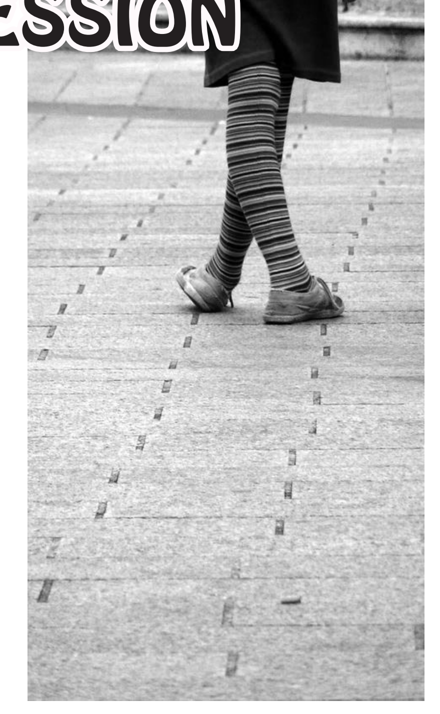


Ce monde est en train de nous empoisonner, il nous contraint à des activités inutiles et nocives, il nous impose d'avoir besoin d'argent et nous prive de rapports passionnants. Nous sommes en train de vieillir parmi des hommes et des femmes sans rêves, étrangers à un présent qui ne laisse pas d'espace à nos élans les plus généreux. Nous ne sommes partisans d'aucune abnégation. Simplement, ce que cette société peut offrir de *meilleur* (une carrière, une réputation, un gros lot gagné à l'improviste, "l'amour") ne nous intéresse pas. Commander nous répugne autant qu'obéir. Nous sommes des exploités comme les autres et nous voulons en finir, tout de suite, avec l'exploitation. La révolte n'a pas besoin pour nous d'autres justifications.

Notre vie nous échappe et tout discours de classe qui ne parte pas de cela n'est que mensonge. Nous ne voulons ni diriger ni soutenir des mouvements sociaux, mais participer à ceux qui existent dans la mesure où nous y reconnaissons des exigences communes. Dans une perspective *démesurée* de libération, il n'ya pas de formes de lutte supérieures. La révolte a besoin de tout, de journaux et de livres, d'armes et d'explosifs, de réflexions et de blasphèmes, de poisons, de poignards et d'incendies. Le seul problème intéressant est *comment les mélanger*.

FRANCE: LUTTES ET REPRESSION

UN POINT SUR LA SITUATION



Comme toujours lorsqu'il s'agit de faire le point sur une situation, on peut se contenter de ne voir que les progrès de la domination et l'océan de la résignation. Ou bien, sans oublier les deux premiers, on peut aussi s'intéresser à l'autre côté de la balance : les luttes et les offensives anonymes contre cette même domination.

On se souvient par exemple des émeutes de novembre 2005 qui sont parties des périphéries de Paris avant de s'étendre à tout le pays pendant un mois. On se souvient aussi du mouvement du printemps 2006 qui est parti de la contestation étudiante contre une réforme (le CPE) et a débouché sur trois mois de blocages, émeutes, manifestations et affrontements bien plus étendus. Par ailleurs, il y a aussi eu de nombreux épisodes de la guerre sociale, moins spectaculaires et plus locaux.

MAI 2007, À CHACUN SON ÉLU

Pour en venir à une situation plus actuelle, la campagne électorale qui a vu l'élection de Sarkozy en mai 2007 s'est déroulée dans un climat d'attaques d'une cinquantaine de permanences électorales de partis de toutes couleurs, qui ont débouché sur quelques incarcérations de compagnons : deux à Lyon (Audrey et Césari), accusés d'avoir brûlé une permanence de l'UMP (la droite au pouvoir) à Villeurbanne le 11 mai et condamnés en appel le 6 septembre à 18 mois de prison dont 9 sans conditionnelle et 18 000 euros de dommages. Deux à Avignon (Gregory et Damien), accusés de l'incendie d'une permanence du parti socialiste le 31 mars. Quatre à Montpellier, accusés de tentatives d'incendie de "voitures de bourgeois" devant une permanence du parti socialiste le 22 avril. Deux à Paris (un autre Grégory et Charles), accusés de transport de substances explosives et incendiaires le 22 avril et condamnés à 8 mois avec conditionnelle et 13 mois sans. Deux autres à Paris (un autre Damien et Michel), accusés de la tentative d'incendie d'une voiture le 11 mai sur les Champs Elysées devant un grand restaurant. Et enfin, deux à Millau (Guilhem et Rémi), accusés d'un des sabotages d'antenne TV et portables le 22 avril, ce qui a privé 10 000 citoyens du résultat de l'élection présidentielle. A présent, à part les quatre déjà condamnés et désormais dehors après avoir effectué la peine de prison, il y a 10 compagnons qui attendent sous contrôle judiciaire un jugement au cours de 2008 pour ces faits spécifiques.

NOVEMBRE 2007, SNCF-BANLIEUE

Parmi tous les épisodes de la guerre sociale diffuse qui ont marqué le début de mandat de Sarkozy, on peut en noter deux.

* **Les trois premières semaines de novembre 2007** se sont déroulées des grèves à la SNCF (trains français) et à la RATP (transport public parisien) contre la réforme des retraites, bloquant largement le trafic ferroviaire et urbain.

Outre les formes d'action classiques comme l'occupation des dépôts, les manifestations ou les piquets de grève, une autre tradition est revenue à la lumière : le sabotage. Qu'il s'agisse de pierres dans le système d'aiguillage, d'incendies de systèmes électriques ou de câbles, de gare saccagée, de vols de clefs de locomotives, de lecteurs de carte d'accès dégradés, d'huile sur les rails ou de signalisation endommagée, ils ont été variés et continus dans tout le pays. La SNCF a porté plus d'une cinquantaine de plaintes et a déjà obtenu plusieurs condamnations : 4 mois avec sursis pour un cheminot qui a détruit avec des chaises les vitres d'un poste d'aiguillage à Thionville le 22 novembre 2007, 1 mois avec sursis le 7 mars 2008 pour deux agents de la RATP accusés d'avoir interrompu l'électricité de la ligne 6 du métro. Deux autres sont mis en examen depuis le 22 novembre 2007 à Blainville, accusés d'avoir vidé l'air du système de freinage d'un train de marchandise qui allait partir, et un conducteur de train est mis en examen depuis le 27 décembre 2007 pour le sabotage du portail d'entrée de la gare de triage de Sibelin. Enfin, signalons que les sabotages anonymes ont continué

après la fin officielle du conflit : le 24 décembre, trois incendies de câbles et de transformateur électrique ont provoqué d'importants retards sur les TGV Paris-Lille, sur les TGV Paris-Marseille et aussi dans la région de Dijon. Le 23 janvier 2008, trois nouveaux incendies de câbles perturbaient fortement le trafic entre Paris et Marseille, Lyon-Marseille et Paris-Rennes.

* **Du 25 au 27 novembre 2007**, se sont succédés trois jours d'émeutes à Villiers-le-Bel (une périphérie dans le grand nord de Paris), suite à la mort de deux adolescents dans un accident avec une patrouille de police. Au cours de ces émeutes, plusieurs bâtiments ont brûlé (commissariats de police, école, bibliothèque) et 119 policiers ont été blessés par armes à feu (sur 130 au total). Les autorités ont alors largement diffusé des appels à la délation, promettant une prime allant jusqu'à 10 000 euros, avant d'effectuer une vaste perquisition de la zone le 18 février 2008 (plus de mille policiers et tous les moyens technologiques), à la recherche de 37 personnes. Sur les 33 interpellés, 19 ont été mis sous enquête et 13 incarcérés : 5 pour *"tentative d'homicide volontaire sur agent de la force publique"* concernant les tirs, 3 pour *" tentative de meurtre "* concernant le tabassage d'un commissaire de police, 3 pour jets de pierres sur les CRS et 2 pour l'incendie d'une bibliothèque et d'une école. Les accusations reposent uniquement sur des délations et des témoins anonymes (dont l'identité est totalement secrète, selon les possibilités d'une loi récente, donc sans confrontation possible).

JANVIER 2008 : NOUVELLES ARRESTATIONS

Plusieurs personnes ont été arrêtées et incarcérées, dans trois enquêtes différentes, avec de lourdes accusations.

Rennes-Toulouse. Trois personnes sont arrêtées le 25 novembre 2007 à Toulouse, deux jours après une petite explosion dans un champ à Ginestous, sur dénonciation d'un voisin qui dit avoir relevé leur plaque d'immatriculation. Deux personnes sont incarcérées dans le cadre d'une enquête confiée à l'anti-terrorisme. Le 23 janvier 2008, ils sont en plus accusés d'être les auteurs de la tentative d'attaque du 8 novembre 2007 à Rennes contre le bâtiment de la direction régionale des douanes, commis avec une voiture volée incendiée contenant trois bonbonnes de gaz. Ils sont notamment incarcérés pour des vols et *" détention d'engins explosifs "*.

Fontenay-sous-bois (proche banlieue parisienne). Deux personnes sont arrêtées le 19 janvier 2008 par une patrouille de police en rentrant dans leur voiture. Une troisième, qui les rejoint, est arrêtée à son tour. Accusés de *" possession de 2,5 kilos de chrorate de potasse " et de " clous tordus "*, ils sont mis en garde-à-vue 48 heures puis mis en examen pour *" association de malfaiteurs "*, *" détention et transport d'un produit incendiaire ou explosif "* et *" refus de se soumettre au prélèvement des empreintes digitales, ADN et photos "*. Au début, l'enquête n'a pas été confiée au parquet anti-terroriste, mais fin mars, le juge décide quand-même de confier l'enquête au parquet anti-terroriste. Les deux premiers sont incarcérés à Fresnes et Villepinte, le troisième est sous contrôle judiciaire. Un texte anonyme paru peu après précise que le matériel saisi est en fait un fumigène artisanal et des crève-pneus comme il en a été beaucoup fait usage ce même mois en solidarité avec la lutte des sans papiers enfermés dans le centre de rétention de Vincennes.

Vierzon (Cher). Deux personnes de Paris sont arrêtées le 23 janvier 2008 lors d'un contrôle de la police douanière à un péage d'autoroute. Accusées de *" possession de deux kilos de chrorate de potasse "* et de *"documentation expliquant comment fabriquer des bombes"*, elles sont mises en garde-à-vue pendant 96 heures puis incarcérées à la prison de Fleury-Mérogis. L'enquête est confiée au parquet anti-terroriste. L'accusation est de *"détention et transport d'un produit incendiaire et explosif "* et *"association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste "*.
De plus, une personne est accusée d'être l'auteur de la tentative d'attaque incendiaire du 2 mai 2007 contre la dépanneuse garée devant le commissariat de police du 18e arrondissement de Paris. La preuve policière serait des traces d'ADN



provenant d'un cheveu retrouvé sur l'engin non explosé.
Début mars 2008, une des personnes a été tabassée en prison - avant d'être hospitalisée, puis changée de bâtiment - par d'autres prisonniers qui ont suivi les rumeurs de matons le présentant comme un facho.
Suite à ces trois histoires différentes, et pour la première fois depuis très longtemps en France, on a assisté à un déchaînement médiatique contre les *" anarcho-autonomes "*, les associant par exemple à " *Al Qaïda et* à l'*ETA* "comme un des trois dangers "*terroristes* " menaçant le pays. Tout cela à grands coups d'interviews de la ministre de l'Intérieur, d'articles de journaleux et d'universitaires.
En attendant plus d'informations des compagnons intéressés, nous ne pouvons que rajouter que ce n'est certainement pas la création artificielle d'une *"mouvance anarcho-autonome"* inexistante ou le spectre du " *terrorisme* " qui pèse sur toutes les luttes qui arrêtera quoi que ce soit. Solidarité !

Les compilateurs, 14 mars 2008

[Ce texte a été publié sur www.klinamen.org et traduit de l'espagnol]

ARRESTATIONS DANS LE 94 POUR UN FUMIGENE :

QUELQUES PRECISIONS

Le 19 janvier dernier, trois personnes sont arrêtées dans le Val-de-Marne en possession d'un fumigène « fait maison », de quelques pétards et de clous tordus. Ces personnes étant fichées aux RG, s'ensuit une garde-à-vue de 48 heures, une perquisition qui ravage un appart', la prison pour deux des interpellés, une libération sous contrôle judiciaire pour le troisième en attente d'un procès. La section anti-terroriste s'est déplacée pour la perquisition, mais ne se saisit pas de l'affaire qui reste du domaine correctionnel. Une enquête est ouverte pour "association de malfaiteurs, détention et transports d'engins incendiaires ou explosifs en vue de détruire des biens ou de commettre des atteintes aux personnes". Ce fichage, et le fait qu'elles ont refusé en garde-à-vue de se soumettre à la « signalisation » (photos, empreintes, ADN) a entraîné ce montage judiciaire très décalé par rapport aux faits. Dans les jours qui ont suivi, les médias en ont encore rajouté à coups de titres racoleurs comme dans *Le Parisien* du 22 janvier « *Les anarchistes transportaient une bombe en kit* » ou dans l'article du *Monde* du 2 février. La méfiance vis-à-vis de ce que l'on peut lire dans les medias bourgeois est une évidence depuis toujours, ça l'est encore plus quand les informations proviennent comme ici de fuites policières et relaient la version judiciaire à charge dans cette affaire. Gardons à l'esprit que les copains en taule ne peuvent pas s'exprimer, il est donc essentiel de revenir un peu sur les faits, en connaissance de cause.

Les personnes arrêtées ce jour-là se rendaient à la manifestation contre les centres de rétention qui avait lieu depuis Porte Dorée en direction du centre de rétention de Vincennes. Depuis un mois et demi maintenant, de nombreuses actions et mobilisations ont lieu contre ces centres de rétention, venant des retenus (refus du comptage, émeutes à l'intérieur, grèves de la faim, incendies) comme de l'extérieur (rassemblements, manifestations). Ces rassemblements, notamment à Vincennes, ont été marqués à plusieurs reprises par l'utilisation de fumigènes, de feux d'artifices et autres pétards pour dérouter la police et signaler aux retenus qui luttent à l'intérieur l'existence de mobilisations à l'extérieur. Rappelons-nous entre autre du 31 décembre où, peu après minuit, un feu d'artifice avec fusées, pétards et fumigènes eut lieu près du centre de Vincennes. Il y eut également une manifestation le 3 janvier, une le 5, puis le 19 et encore très récemment le 2 février. Certaines ont réuni plusieurs milliers de personnes et toutes ont donné lieu à l'utilisation de feux d'artifices, de fumigènes ou de pétards. Quant aux « clous tordus » cités par les journaux, ils nous rappellent plutôt des crève-pneus que l'on laisse sur la route pour crever les pneus, des voitures de police et des camions cellulaires de préférence. Ils ont aussi déjà été utilisés plusieurs fois, notamment lors du rassemblement du 31, et nous étions plusieurs à en avoir dans nos poches lors de la manif du 19.

Nous ne cherchons pas ici à adopter un discours de l'innocence, nous savons bien que ce que nous venons de décrire est délictuel, au même titre que n'importe quel rassemblement non-déclaré en préfecture ou que le fait de courir quand la police veut nous arrêter (rébellion). La lutte nous place presque immédiatement dans l'illégalisme. Nous voulons rappeler le contexte de mobilisation politique dans lequel ces arrestations ont eu lieu. Nous voulons aussi dénoncer le montage policier et judiciaire à charge, dénoncer le fait qu'un fumigène et des crève-pneus envoie directement en taule et fait presque basculer dans « l'anti-terrorisme », un concept qui s'applique à de plus en plus de situations.

Appel du Front de Libération des Fumigènes

Nous, fumigènes de tous les pays et de toutes compositions, réunis en assemblée le samedi 22 mars 2008, lançons un appel international aux manifestants, révoltés et autres amants de la liberté : allumez-nous, faites-nous flamber !

Si nous avons pris la décision de lancer cet appel international, c'est que l'heure nous semblait grave. Alors que nous apprenions avec joie qu'un certain nombre d'entre-nous étaient partis en fumée lors de la dernière manifestation anti-guerre à New-York et de piquets de grève tenus par les ouvriers d'une usine à Ankara (Turquie) la semaine dernière, nous prenions connaissance d'une situation hexagonale catastrophique. En effet, plusieurs personnes ont été emprisonnées ces dernières semaines pour le simple fait d'avoir été, sur le chemin d'une manifestation, contrôlées en notre présence. Non seulement l'un d'entre-nous est toujours sous scellés dans les mains de la police, mais, plus grave, la mafia capitaliste du moment voudrait faire passer celles et ceux qui nous font briller pour de dangereux terroristes. Nous, fumigènes de tous les pays et de toutes compositions, sommes résolus à ne pas laisser s'installer ce genre de conneries dans les têtes.

C'est pourquoi nous répétons quelques évidences :

Nous faire partir en fumée est une pratique ancestrale, simplissime et toujours efficace pour poser de joyeuses ambiances lors de manifestations et rassemblements. Que nous soyons artisanaux - 1/3 de chlorate de soude (désherbant total), 1/3 de sucre, 1/3 de farine -, ou bien industriel - et donc nécessairement plus chers - la seule chose qui nous importe, c'est qu'on nous fasse partir en fumée. Et, évidemment soucieux de l'état de la planète, notre condition de désherbant total ne nous a jamais plu...

Le F.L.F. appelle manifestants, militants et autres joyeux drilles à porter bien haut les couleurs des fumigènes en craquant quelques allumettes. De nombreuses manifestations sont prévues, et elles ne se feront pas sans nous. Le 5 avril, par exemple, une journée nationale de manifestations contre la chasse aux sans-papiers est prévue : cela devrait être, pour nous, le moment d'une véritable démonstration de force. Et si nous pouvions, désormais, entendre scander à chaque manifestation le plus beau slogan du F.L.F. «Chlorate, sucre, farine ! Chlorate, sucre, farine !...», cela nous réchaufferais le cœur à tout jamais !

Faites-nous flamber ! Faites-nous briller !

Liberté pour les camarades emprisonnés !

Le Front de Libération des Fumigènes.

PS : Appel également signé par : L'Internationale Pétaradante (IP), le Groupe des Furieuses Banderoles (GFB), la Fédération des Clous Tordus (FCT), le Collectif «de la peinture sur les murs»...

(Appel trouvé sur indymedia Paris)

Cette construction judiciaire a des objectifs évidents : isoler, diviser et faire taire. Isoler les gens arrêtés du reste du mouvement en les qualifiant de « junior terroriste » irresponsables et déconnectés du reste de la société et des mouvements de lutte et de révolte qui la traversent. Faire taire en inspirant la peur à ceux qui luttent. Faire taire un mouvement qui grossit et qui dérange politiquement en se battant pour la fermeture des centres de rétention. Faire taire tous ceux qui luttent contre l'enfermement et le traitement que l'Etat fait subir en France aux classes populaires et aux étrangers. Faire taire en montrant que participer à ces luttes peut envoyer directement à Fresnes ou à Villepinte. Les précédentes manifestations, notamment celle du 5 janvier, avaient déjà été tendues et ponctuées d'échauffourées, notamment lorsque des centaines de personnes ont investi le parking du centre de rétention de Vincennes pour se rapprocher des retenus et échanger avec eux des cris de « Liberté », il y avait d'ailleurs déjà eu des arrestations. Les arrestations du 19 janvier doivent donc être replacées dans le contexte

de cette lutte contre les centres de rétention qui a rassemblé dernièrement des milliers de personnes.

La détention de fumigènes et de crève-pneus qui vaut à deux personnes d'être actuellement emprisonnées et leur utilisation sont des pratiques partagées qui font parti de ce mouvement. Il est primordial que tous les gens qui participent ou se sentent solidaires de cette lutte n'oublient pas les copains incarcérés et leur manifestent soutien et solidarité, notamment en relayant l'information, en diffusant ce texte, en en écrivant d'autres ou par d'autres moyens. Parce que nous mobiliser collectivement quand on nous attaque nous rend certainement plus fort que de se replier chacun dans son coin, ne laissons pas la répression s'abattre dans le silence et l'anonymat.

SOLIDARITE AVEC LES CAMARADES INCARCERES

FERMETURE DES PRISONS ET DES CENTRES DE RETENTION

(texte trouvé sur indymedia Paris)

Recette :

- Dans une casserole, mélanger 2 portions de sucre avec 3 portions de salpêtre.

- Ensuite, chauffer à feu doux sans arrêter de remuer, jusqu'à ce que le mélange fonde. Cela peut prendre plusieurs minutes.

- Vous pouvez maintenant, verser le mélange dans un moule de la taille qui vous convient et le laisser refroidir jusqu'à ce qu'il durcisse.

- Une fois démoulé, le fumigène peut être d'aspect collant, il n'en est pas moins efficace pour autant.

Bon chaos !

BREF, DU DESORDRE

23/02Bruxelles- (Forest)- Dans le quartier Saint-Antoine, une émeute a éclatée vers 21h30 suite à une bagarre entre deux familles. L'intervention de la police l'a fait dégénérer en émeute. Deux jeunes ont été arrêtés. Deux voitures ont été incendiées.

28/02 Wortel - Un homme s'évade de la prison de Wortel.

3/03 Bruges- Les prisonnières de 5 sections de la prison de Bruges envoient une plainte collective à la presse où elles dénoncent les mauvaises conditions dans la prison.

06/03 Gand - Les vitres de la permanence du CD&V [parti politique démocratique] et d'une banque ING ont été cassées. Sur la permanence il est écrit: «ni fascisme, ni démocratie».

06/03 Gand - La nuit du jeudi une voiture de la police garée sur le parking du commissariat d'Ekkergem a été endommagée, une vitre de la caserne de police à coté de la Coupure a été cassée. «En solidarité avec les antifascistes arrêtés. Solidarité, amour, rage, révolution !»

07/03 Scherpenheuvel - Sur un parking, plusieurs voitures des membres du Mouvement du Peuple Flamand ont été endommagées. Une dizaine de membres est montée dans un bus à Scherpenheuvel pour rejoindre la manifestation d'extrême droite à Gand.

15/03 Bruxelles - Cinq voitures incendiées à Schaerbeek.

19/03 Bruxelles - Des flics attirés dans un guet-apens sont attaqués à coups de cocktails molotovs

25/03 Bruxelles - Le bâtiment abritant les services du Centre national de surveillance électronique et du tribunal d'application des peines à Forest est attaqué avec un engin incendiaire. L'engin a été lancé par un soupirail dans une cave où sont installées les chaudières du bâtiment. Ces bâtiments se trouvent à côté de la prison de Berkendael.

26/03 Bruxelles - Cinq enveloppes suspectes arrivent au Parquet. Une des enveloppes contient du matériel incendiaire.

27/03 Gand - Une voiture de la société Denys est incendiée près de Dampoort à Gand.

10/04 Bruxelles - Un jeune Grec a été pris en flagrant délit par la police dans la nuit de mardi à mercredi, vers 02h50, alors qu'il venait de peindre « Vive la outopia » sur un mur du Palais de Justice

10/04 Malines - Pendant que le bourguemestre Bart Somers participait à une réunion de voisins, le pare-brise de sa voiture garée devant le lieu a été cassée. Il y a quelques jours, Bart Somers avait lancé l'idée d'une police VIP (Very Irritating Police) pour harceler des jeunes jugés irréductibles avec six contrôles d'identité par jour, leurs photos distribuées auprès des forces de police, des lettres d'avertissement etc.

10/04 Bruxelles -Un véhicule a été incendié, dans la nuit de mardi à mercredi, rue Vanderlinden, à Schaerbeek. Trois autres ont été endommagés ou détruits. Selon la police, 67 autos ont ainsi été incendiées criminellement depuis le début 2008 en région bruxelloise !

SOLIDARITE

Mouvement lycéen, novembre 2005, lutte dite «anti-CPE», élections présidentielles et révoltes -individuelles ou collectives- quotidiennes, ... Les luttes rendant les antagonismes sociaux à nouveau tangibles ont resurgi ces dernières années en France.

Face à elles, la répression ne se fait pas attendre : mises en examen, perquisitions, arrestations, distributions de peines,... Si la solidarité s'exprime d'abord en acte en continuant la lutte, il faut aussi faire face à la situation des personnes directement confrontées à la répression.

Dans diverses villes, des caisses de solidarité fleurissent. Si elles ne sont pas nécessairement connectées entre elles, les différentes options choisies ouvrent des débats (intérêt de payer les amendes ou les frais d'avocats, réserver l'argent aux cantines,...)

SE RETROUVER AVEC LES FLICS SUR LE DOS, MENOTTÉS, LA GUEULE PAR TERRE, EN GARDE À VUE, PUIS FINALEMENT AU TRIBUNAL AVEC UNE BONNE AMENDE OU QUELQUES MOIS DE PRISON : C'EST UNE SITUATION DE PLUS EN PLUS COURANTE, QUI TOUCHE DE PLUS EN PLUS DE MONDE. AVEC LA MULTIPLICATION DES LOIS SUR LA SÉCURITÉ, LE MOINDRE ÉCART SUFFIT ET IL EN FAUT PEU POUR DEVENIR ILLÉGAL

(...) FACE À LA RÉPRESSION, À LA POLICE, À LA JUSTICE IL DEVIENT NÉCESSAIRE DE S'ORGANISER. S'ORGANISER SUR DU LONG TERME POUR TROUVER DE LA THUNE ET LA METTRE EN COMMUN, POUR PAYER DES FRAIS DE JUSTICE, POUR TROUVER DES AVOCATS QUI S'OCCUPENT DE CES AFFAIRES. S'ORGANISER CE N'EST PAS "AIDER LES AUTRES QUI EN AURAIENT BESOIN", C'EST SE RETROUVER À PARTIR DE CE QU'ON VIT, SE TENIR CONCRÈTEMENT ET FAIRE FACE ENSEMBLE.

ANTIREPRESSSIONLYON@GMAIL.COM

A CHAQUE MOUVEMENT SOCIAL, AU MOMENT OÙ L'ETAT DÉCIDE DE DISTRIBUER DES MOIS DE PRISON, ON PEUT ENTENDRE : "C'EST INCROYABLE, ON N'A JAMAIS VU UN TEL NIVEAU DE RÉPRESSION !". DE MÊME, TROP SOUVENT LES PROCHES D'UN INCULPÉ, LORSQU'ILS S'ORGANISENT, SOULIGNENT LA PARTICULARITÉ DE SON CAS, DE SA PERSONNALITÉ, DE SON STATUT SOCIAL, DU CONTEXTE. PRESQUE SYSTÉMATIQUEMENT, ILS VÉHICULENT L'IDÉE QUE LA RÉPRESSION QUI LES TOUCHE AURAIT UN CARACTÈRE "ANORMAL", PARTICIPERAIT D'UN DYSFONCTIONNEMENT DE LA DÉMOCRATIE...

NOUS CONSIDÉRONS QUE CETTE RÉPRESSION EST UNE PARTIE INTÉGRANTE DE LA "NORMALITÉ" DE CE MONDE. ELLE EST LE LOT COMMUN DE TOUT MOUVEMENT, QU'IL SOIT SOCIAL OU PERSONNEL. NOUS NOUS DEVONS SIMPLEMENT DE NE PAS ÊTRE DÉMUNI-ES LORSQU'ELLE S'EXERCE. QUE LE CODE PÉNAL SOIT L'ARME DES DOMINANTS QUI S'ACTUALISE PAR L'ENFERMEMENT DES DOMINÉ-ES ET DES RÉVOLTÉ-ES, NOUS N'EN DOUTONS PAS. C'EST POURQUOI NOUS NE NOUS CONSIDÉRONS PAS COMME DES VICTIMES D'UNE RÉPRESSION EXCEPTIONNELLE MAIS COMME DES ÊTRES PENSANT ET AGISSANT INDÉPENDAMMENT DES CADRES LÉGAUX IMPOSÉS. LES NOTIONS DE CULPABILITÉ OU D'INNOCENCE NE FONT PAS PARTIE DE NOTRE VOCABULAIRE. NOUS DÉFENDRONS MÊME LES INNOCENTS.

PARCE QUE NOUS SAVONS QUE LA RÉPRESSION NE SE LIMITE PAS AU COUP DE MATRAQUE QUI S'ABAT SUR LE CRÂNE DU RÉCALCITRANT MAIS EST CONSTITUTIVE DE CHAQUE MOMENT DU QUOTIDIEN SOUS LA DOMINATION DE LA PENSÉE UNIQUE, QU'ELLE SE MANIFESTE PAR DES MILLIERS DE DISPOSITIFS PSYCHOLOGIQUES OU MATÉRIELS OMNIPRÉSENTS NOUS OBLIGEANT À ACCEPTER UNE VIE DE MERDE SOUS LA CONTRAINTE,

NOUS NOUS INSCRIVONS DANS LA CONTINUITÉ DE RÉVOLTES INDIVIDUELLES OU COLLECTIVES ET METTONS EN PLACE DES MOYENS POUR BRISER L'ISOLEMENT FACE À LA POLICE, AU JUGE OU AU MATON : CRÉATION D'UNE CAISSE DE SOLIDARITÉ SUR LA RÉGION RENNAISE, MISE À DISPOSITION D'UNE LISTE D'AVOCAT-ES PRÊT-ES À SUIVRE LA LIGNE DE DÉFENSE CHOISIE PAR L'INCULPÉ-E, CRÉATION D'UN RÉSEAU DE PERSONNES PRÊTES À SE RASSEMBLER DEVANT UN COMMISSARIAT OU UN TRIBUNAL POUR RENDRE VISIBLE LE DIFFÉREND QUI NOUS OPPOSE À LA MACHINE RÉPRESSIVE, CONTACTS AVEC LES DÉTENU-ES POUR ÉVITER L'OUBLI COURRIER... .

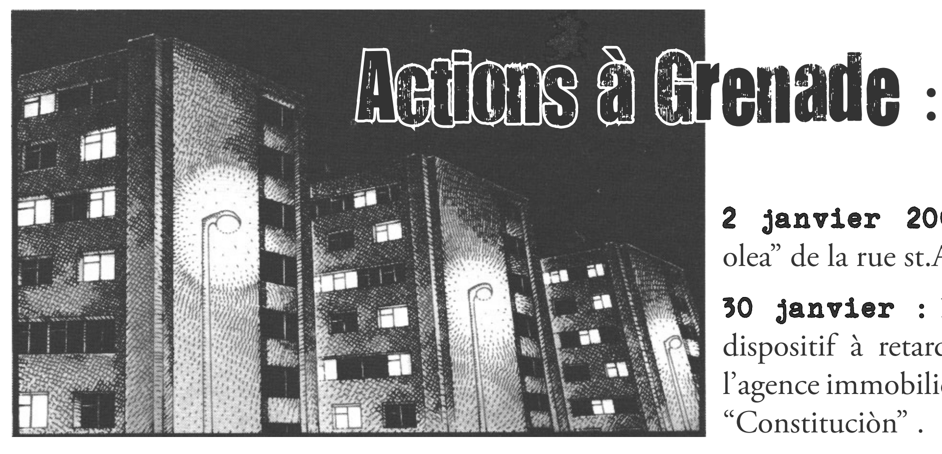
LABIGORNE35@GMAIL.COM

Contre toutes les prisons

AUJOURD'HUI, DE MANIÈRE GÉNÉRALE, LA TAULE EST UNE ARME AUSSI BANALEMENT APPLIQUÉE CONTRE LA CONFLICTUALITÉ SOCIALE QUE LE COUP DE MATRAQUE OU LE LACRYMOGÈNE. LA PRISON N'EST PAS QU'UN LIEU OÙ L'ON ENFERME POUR DÉTRUIRE MÉTHODIQUEMENT LE DÉVIANT, C'EST AUSSI UNE IDÉE DISTILLÉE DANS TOUT LE CORPS SOCIAL, UNE MENACE QUI DOIT PRODUIRE QUE CHACUN SE TIENNE TRANQUILLE. ELLE EST L'ABOUTISSEMENT DES TECHNIQUES D'ISOLEMENT ET DE SÉPARATION. DE PLUS EN PLUS NOMBREUX SONT CELLES ET CEUX QUI FINISSENT ENFERMÉS DERRIÈRE DES MURS ET DES PORTES BIEN VÉROUILLÉS PAR DES CERCLES CONCENTRIQUES DE MATONS, DE JUGES, DE FLICS, DE JOURNALISTES, DE SYNDICALISTES RESPONSABLES. ARRACHER L'INDIVIDU À SES RELATIONS, SÉPARER CHAQUE CORPS PAR L'ENCELLULEMENT ET AUSSI ISOLER UNE PARTIE DES PROLÉTAIRES QUE L'ON ENFERME DES AUTRES, RESTÉES À L'EXTÉRIEUR : VOILÀ LA TECHNIQUE ET LA FONCTION DU SYSTÈME CARCÉRAL. ET SI LA SOLIDARITÉ EST L'ARME LA PLUS EFFICACE CONTRE LA RÉPRESSION – ET LA PRISON EN PARTICULIER – C'EST PARCE QU'ELLE EST L'EXACT CONTRAIRE DE CES SÉPARATIONS.

KALIMERO EST UN COLLECTIF ET UNE CAISSE DE SOLIDARITÉ. EN PRISON ON A BESOIN D'ARGENT POUR SE PROCURER LES DENRÉES DE BASE SEL, SUCRE, TIMBRES, TABAC, ETC. . POUR PERMETTRE AUX PERSONNES INCARCÉRÉES DE SATISFAIRE CES BESOINS ÉLÉMENTAIRES, NOUS SOUHAITONS LEUR ENVOYER DES MANDATS MENSUELS DE 120 EUROS.

KALIMEROPARIS@GMAIL.COM



Actions à Grenade :

2 janvier 2008 : L'agence immobilière "Molina olea" de la rue st.Anton est cramée.

30 janvier : 10 litres d'essence accompagnés d'un dispositif à retardement sont posés en cachette dans l'agence immobilière "Osuna" et dans le centre de beauté "Constituciòn" .

Qu'est ce qui arrive à cette humanité ?

On est des travailleurs, chômeurs, étudiants ; cette gigantesque manière de vivre qu'on nous a inculquée mène partout à la destruction. De l'individu à la société, et de là à la planète entière, la misère de nos vies se reproduit sous toutes ses facettes.

On fait des boulots de merde, on loge dans des boîtes à chaussures, on vit comme des pas-encore-morts. On travaille 8 heures pour après pouvoir consommer 8 heures, on se met tout seul les chaînes données par ce monde qui «nécessite de l'argent», «a l'argent», «crève pour l'argent». Personne n'est heureux dans sa vie de misère. Le réveil annonce une nouvelle journée de merde : aller au boulot, prendre la voiture, se jeter dans le trafic, subir le patron, travailler 8 heures ou plus, reprendre la bagnole, et le soir sera pareil au matin, se jeter dans le trafic, se garer, rejoindre sa maison pourrie puis aller consommer dans un supermarché avec ses néons. Au magasin, satisfaire ton besoin d'acheter cette merde que tout le monde considère importante.. .

Quels sont vos vrais désirs ?

Tu vas te coucher en pensant que tout se passe bien, que t'es heureux, que t'es en train de te réaliser en tant que personne, mais il y a quelque chose qui te manque, que tu tais en préférant te résigner. «*Si je n'ai pas d'alternatives à ça, je préfère continuer ma non-vie. Si je risquais de me libérer de la propriété, des devoirs et des obligations imposées, qu'en serait-il de moi ?*» Et si on te disait qu'il y a une issue ? Un chemin qui passe par la destruction de la marchandise, de ses patrons, serrer la vis une fois pour toutes. Chouette, non ? Idéaliste, certes ; utopique, même, mais indispensable.

On nous a mis tellement de merde dans la tête avec la télé, qu'on adore notre modernisation sans se poser aucune question, aucun doute. On aime bien que les machines détruisent nos montagnes en les goudronnant pour y mettre des centres commerciaux ou des séries interminables de pavillons tous pareils. On aime bien être domestiqués par des milliers de produits qui, plus que nous aider, nous imposent une consommation et donc une nécessité stupide. On aime l'inactivité stérile qu'on nous impose, une vie sociale superficielle. On aime bien crever jour après jour.

Mais nous, nous sommes fatiguéEs, nos esprits surtout. Ça nous effraie de penser à la retraite, parce qu' à cet âge-là on cherche autre chose et il n'y a rien. Après avoir travaillé 50 ans ou plus, tu te rends compte que t'as perdu une partie de ta vie à faire tourner l'engrenage qui tourne du lundi au vendredi, de 8h à 18h. L'autre moitié de ta vie tu l'as perdue dans un centre commercial ; et le reste, en regardant la télé. Bien peu de souvenirs d'une vie pleine.

Or, vous continuez à nous appeler «vandalEs» ou «fous» après tout ce qui a été dit. Ne vous rendez-vous pas compte de la violence faite à notre encontre? Selon vous, qui est le pire ? Celui qui crame des agences immobilières et un centre de beauté, ou celui qui reste indifférent ou regarde ailleurs lorsqu'ils détruisent les montagnes, font des spéculations immobilières sur les terrains, et une hypohèque de 20 ans à terme fixe de propriété d'une banque, ou ce loyer gonflé pour cette maison pourrie ou cette liposucion, ces seins refaits ou cette épilation laser qui te rendra esthétiquement acceptable dans cette société puérile? Combien de fausseté et d'hypocrisie dans cette manière de vivre.

Faites ce que vous voulez, nous on sait ce qu'on a à faire. On sort la nuit, on fait ce qu'on considère juste et on dort avec un grand sourire sur les lèvres, parce qu'on sait avoir caillassé nos chaînes. Et même si on sait que ce ne sont que des actions ponctuelles, on n'attendra pas «le grand soir», car notre vie, elle, n'attend pas. Du moins notre terre



et nos montagnes.

Si vous pensez être pour cette société de capitalisme sauvage, qui fait de l'argent sur le dos des gens, des animaux et des terres, préparez-vous une boîte de prozac format industriel parce qu'une dissidence existe, il existe quand même un point de critique, il existe des personnes, des hommes et des femmes qui luttent pour ce qu'ils considèrent juste.

A BAS LA PROPRIETE ! A BAS LE CONSUMERISME ! A BAS LA SOCIETE DU SPECTACLE !

signé : *LES VIOLEURS DE LA PROPRIETE*

P.S: On est pas la kale borroka (en basque «guérilla urbaine à basse intensité») et on ne veut pas non plus lui ressembler. On est ceux-celles qui étaient dans la commune de Paris, les révolutionaires de Russie écrasés par les bolchéviques, les spartakistes allemandEs, ceux-celles de l'insurrection de '34 en Autriche, les révolutionaires du juillet '36, les rebelles hongroisES, ceux-celles du mai 68 français, ceux-celles du '77 italien, les ouvrierEs qui manifestèrent contre le capitalisme et le stalinisme à Berlin et en Pologne, ceux-celles de l'Internationale situationniste, ceux-celles du MIL, ceux-celles des commandos autonomes anticapitalistes, ceux-celles de la Angry Brigade... Oui ! On reprend notre histoire. On est des travailleureuSEs, chomeureuSEs, étudiantEs.

REPANDS LA GRAINE DE LA REVOLTE !

(Trouvé sur Indymedia-Paris le jeudi 14 février 2008)



Le Québec en famille

A la mi-mars, trois actions directes revendiquées sont venues réchauffer quelque peu la grisaille de Montréal. En 5 jours, la ville a subi un incendie de six voitures de police et des actes de "vandalisme" contre trois guichets automatiques de la Banque nationale et sur une vingtaine de véhicules du concessionnaire Delisle Mazda.

Chacune de ces actions a été revendiquée sur des sites Internet comme Anarkhia et le Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ) par des collectifs aux noms semblables: on est ainsi passé du Collectif Ton Père au Collectif Ton Oncle pour ensuite en arriver au Collectif Ton Chien. Voici le texte du premier des trois communiqués de revendication :

« Nous agissons en solidarité avec les détenus politiques autochtones de l'Amérique qui luttent encore pour leur liberté et leur autonomie. Nous appelons toutes les populations à se réapproprier le temps, l'espace, la rue, la ville et à cramer tous ce qui représente l'autorité. La ville c'est nous, ce n'est pas une prison appartenant aux capitalistes. »

« Nous ne sommes pas des esclaves, pourtant nous construisons leurs maisons, leurs banques, leurs routes, nous prenons soins de leurs enfants en leur servant leur café tous les matins, nous ceuillons les fruits et les légumes qu'ils mangent. Le moins que l'on peut faire c'est de brûler leurs voitures, SUV, chars de polices, leurs nouveaux développement immobillier, leurs grosses maisons, leurs hôtels, exposer publiquement tels qu'ils sont. Le plus qu'on peut faire c'est de les rendre inexistant ! ! ».

Il n'a pas fallu longtemps pour que les médias de masse concluent que l'auteur du texte « *se réclame vraisemblablement de l'idéologie anarchiste* » alors qu'à aucun moment le communiqué de revendication ne fait directement allusion à cette idéologie.

Le 18 mars, quatre policiers mènent une perquisition dans les bureaux du Réseau Koumbit (hébergeur du site Internet du CMAQ). Les enquêteurs étant munis d'un mandat, les responsables de Koumbit n'ont eu d'autre choix que de leur fournir trois lignes de « logs ». Précisons qu'un log est un journal d'événements qui documente les visites effectuées sur un site Internet et contient habituellement des informations telles que l'adresse du visiteur, l'heure de visite, la page visitée ainsi que le navigateur utilisé.

Pour le moment, et malgré les efforts de la flicaille, les bienfaiteurs sont toujours dans la nature. Grand bien leur fasse !

A propos de la traçabilité informatique :

Ce n'est pas la première fois que la police perquisitionne des serveurs hébergeant des sites «alternatifs». Quelques semaines avant le contre-sommet de Rostock l'année passée, le serveur de SO 36 (fournisseur de services Internet indépendant, non-commercial, sans pub et politiquement engagé) avait été visité par la police. Cela lui avait permis de recueillir les données de 22 adresses électroniques qu'ils avaient déjà associées à 10 noms, ainsi que celles de 2 listes de discussions et 7 URLs (sites web).

Si vous vous demandez quel serveur est le plus sécure. Il faut partir du principe qu'il n'y en a pas. Les serveurs gardent tous des traces de vos passages qui permettent souvent de remonter jusqu'à la source.

Même s'il existe des systèmes comme TOR (outil faisant transiter vos requêtes par différents serveurs, de manière imprévisible et non traçable, garantissant ainsi tant que possible votre anonymat), on n'est jamais sûr des prouesses techniques mises en place en face. De plus, des failles sont déjà reconnues à ce système.

Donc, si vous estimez que votre action doit être revendiquée, nous vous conseillons de le faire à partir d'un cyber-café relativement éloigné de votre lieu d'habitation (pour qu'on ne puisse faire de liens géographiques) dans lequel vous n'êtes pas connu et qui ne vous demande pas d'informations personelles pour accéder aux ordis. Là, vous pouvez publier votre communiqué sur des sites en «open publishing» (du type indymedia,...) et on vous déconseille fortement de l'envoyer à partir d'une adresse internet (même créée pour l'occasion).



RENCONTRE AUTOUR DU LIVRE SUBVERSIF

24 et 25 mai - Bruxelles

Une rencontre de personnes qui ont à coeur la subversion de cette réalité. Des gens pour qui la critique sociale, en mots et en actes, est un outil qui doit être mis au point au travers de publications, d'échanges et de discussions. Une occasion d'entrer en contact avec des éditeurs souvent moins connus de toute l'Europe * ; une occasion de discuter des thèmes d'aujourd'hui et de connecter entre eux des points de lutte

Cette année, l'accent sera à nouveau mis sur les discussions. Celles-ci auront pour fil conducteur les différents types de conflits sociaux. En passant en revue quelques expériences plus ou moins récentes, nous voudrions lancer des discussions quant aux perspectives qu'offrent ces luttes, aux bases sur lesquelles nous nous y impliquons et aux modes d'interventions dans celles-ci.

pour plus d'information, programme des debats et causeries : thesubversivebook@gmail.com

* Tables de presse de Belgique, des Pays-Bas, de France, d'Allemagne, du Royaume-Uni de Grèce, d'Italie et d'Espagne.



Parmi les nombreuses avancées du capitalisme lors de ces 30-40 dernières années, il y a l'annihilation des idées contestataires radicales qui osaient se confronter directement à lui et offraient des perspectives réelles de changement social.

L'histoire officielle ne nous laisse pour seules traces des luttes des générations précédentes que le cynisme, la désillusion, l'entrisme, la résignation, le désabus,… d'une portée révolutionnaire où tout semblait possible, mais finalement battue à plate couture.

Pour s'imposer, il ne suffisait pourtant pas au capitalisme de battre ces luttes sur le terrain. Il lui fallait aussi les faire passer pour « utopiques », « inefficaces », « impensables »,… Sapant ainsi tout hypothétique retour de ces idées et s'affirmant comme seule vision politique réaliste.

Et pourtant, ces idées et ces luttes ont existé et existent encore. La dépolitisation ambiante n'a pas su éteindre entièrement la flamme de la révolte contre ce système de domination et d'exploitation.

Peut-être sont-elles moins répandues socialement, mais elles n'en restent pas moins déterminées.

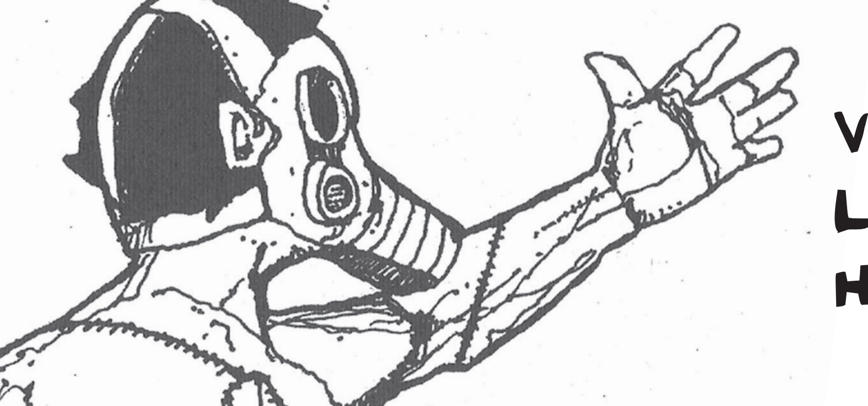
Aujourd'hui, travailler à la possibilité d'un renversement social signifie aussi travailler à la reconstruction de perspectives révolutionnaires et ce aussi bien par les actes que par les écrits.

En ouvrant une bibliothèque-infokiosque, nous ouvrons un lieu nous permettant d'affirmer, de propager, de diffuser ces idées avec le but de les sortir du rang de la « douce utopie » pour les ramener dans le champs du possible.



LES YEUX GRANDS OUVERTS SUR UN MONDE QUI SE REFERME, UN UNIVERS OÙ LES PERSPECTIVES D'AVENIR SE NOMMENT COMPÉTITION, TRAVAIL, GUERRES, PRISONS, OÙ LES ESPACES DE VIE SONT DES CLAPIERS GRILLAGÉS, SURVEILLÉS PAR DES VIGILES, DES FLICS, DES CHIENS DE GARDE, DES CORPS VIDÉS DE LEUR SUBSTANCE PLACÉS SUR DES MIRADORS QUI TIRENT SUR LES DERNIERS ÉLECTRONS LIBRES.

DE VAGUES ZOMBIES FEIGNANT LA JOIE D'ÊTRE EXPLOITÉS ET QUI SE PLONGENT LA TÊTE DANS LE SABLE À CHAQUE ÉBAUCHE DE REMISE EN QUESTION !



VOILÀ LE MONDE, PETIT BONHOMME. L'UNIVERS FROID ET BLÈME DONT TU HÉRITES.

CERTAINS CHOISIRONT LE SUICIDE, MAIS SACHES QUAND MÊME QUE D'AUTRES OPTENT POUR

LA LUTTE, ICI ET MAINTENANT, PARTOUT ET TOUJOURS !